

Référence de la convention : 00000264

Rapport final Projet SHARE Vague 8

Université Paris-Dauphine
LEDa (UMR CNRS 8007), LEGOS

16 octobre 2020

Partie 1 – Motivations du projet

- *Description des besoins identifiés auxquels le projet vise à répondre*
- *Rappel de l'existant justifiant la mise en œuvre du projet justifiant la nécessité de ce dernier*
- *Rappel des objectifs visés et des solutions envisagées à l'origine du projet*

L'enquête européenne SHARE (*Survey on Health, Ageing and Retirement in Europe*) est une enquête Européenne auprès de ménages dont l'un des membres est âgé de 50 ans ou plus. Elle vise à fournir des données permettant d'analyser le vieillissement dans ses différentes dimensions et d'éclairer le débat public sur l'évaluation des systèmes de retraite, de santé, ou de prise en charge de la perte d'autonomie (solidarités familiales, assurance dépendance, viager...).

Il s'agit d'une enquête internationale et longitudinale, multidisciplinaire qui est coordonnée par le *Munich Center for Economics of Ageing* (MEA) partie intégrante du *Max-Planck Institute for Social Law and Social Policy* (Munich, Allemagne) au niveau Européen et structurée dans le cadre d'un consortium Européen, l'*European Research Infrastructure Consortium* (SHARE-ERIC). La partie française de cette enquête est financée par le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (sur des fonds fléchés CNRS et EHESS), la CNSA, la CNAV et le COR, et soutenue par la TGIR PROGEDO.

Conduite tous les deux ans environ depuis 2004, cette enquête permet de suivre un échantillon d'Européens âgés de 50 ans appartenant à 27 pays européens et Israël, comprenant aujourd'hui plus de 80.000 personnes. Multidisciplinaire, l'enquête SHARE permet de recueillir des données sur l'état de santé des répondants et de leurs proches et leurs recours aux soins ainsi que sur leur situation sociale (famille, entraide, réseaux sociaux, traits de personnalité, histoire de vie) et économique (emploi, retraite, revenu, patrimoine, logement, assurance, préférences). Les données sont mises à disposition des chercheurs sur simple demande, sous réserve d'une affiliation académique et d'un engagement de bonnes pratiques, assurant notamment le caractère non lucratif de ses usages et la confidentialité des données personnelles.

Au-delà de sa mission de responsable de la production de l'enquête pour la France, l'équipe SHARE de Paris-Dauphine assure un rôle fédérateur de la communauté de chercheurs travaillant sur le vieillissement, contribue activement à la valorisation de l'enquête et développe des projets de recherche en lien direct avec les données SHARE dans le cadre du Laboratoire d'Economie de Dauphine (LEDa)

L'objectif du présent projet est donc double :

- Poursuivre le processus de collecte des données et la coordination de l'enquête en relation avec le niveau européen pour la 8^{ème} vague. Le projet SHARE est maintenant bien implanté au sein de l'université Paris-Dauphine et l'équipe a pour ambition de capitaliser cette expérience pour améliorer sa capacité à piloter l'agence de collecte et ainsi renforcer la qualité des données collectées tout au long du processus d'enquête. L'objectif initial pour la 8^{ème} vague de l'enquête en France était de collecter des informations auprès d'environ 4.000 individus en France (3.000 individus issus de l'échantillon longitudinal et 1.000 individus sélectionnés dans un échantillon de rafraichissement).

- Encourager la coordination scientifique des recherches sur le vieillissement à partir des données de SHARE, renforcer le réseau de chercheurs et poursuivre les actions de valorisation mises en place (organisation de *workshops* SHARE, journées de formation, journées d'étude, interventions dans les différents cursus universitaires, notamment le master recherche en économie de la santé de l'université Paris-Dauphine).

La participation à SHARE fournit des incitations fortes à la coopération entre chercheurs français et européens. Elle permet également de coordonner, à partir des données SHARE, des projets de recherche français sur le vieillissement, qui sont actuellement dispersés dans plusieurs centres de recherche. A ces fins, un réseau de chercheurs travaillant sur SHARE ou intéressés par les données de l'enquête a été mis en place et doit continuer d'être animé. En ce sens, SHARE France entend largement s'inscrire dans le cadre du GIS ILVV (Institut de la longévité, des vieillesse et du vieillissement) créé en 2018 en remplacement du GDR Longévité et Vieillesse. Le renforcement des liens avec la TGIR PROGEDO, qui dispose de ses propres outils et canaux de communication, a également permis de renforcer la diffusion des informations autour du projet, en s'inscrivant notamment dans le réseau des Plateformes Universitaires de Données (PUD) présentes dans de nombreuses régions françaises.

L'épidémie de COVID19 a frappé de plein fouet le déroulement de la collecte de terrain de la 8^{ème} vague de l'enquête, celle-ci ayant débuté en octobre 2019 et étant supposée se terminer en mai 2020. Le terrain a été arrêté définitivement dans tous les pays participant à SHARE le 16 mars 2020. Nous revenons plus en détail dans les sections 3 et 4 de ce rapport sur l'impact de la période de pandémie et de confinement sur le niveau d'exécution de la collecte par rapport aux objectifs initiaux.

En réponse à cette situation, les instances de gouvernance de l'enquête SHARE (*management board* et *scientific management board*) ont décidé de mettre en place une enquête complémentaire intitulée SHARE-COVID19 afin de répondre à une double nécessité : compenser la fin du terrain de la 8^{ème} vague qui n'a pas pu être menée à son terme, et mettre à profit le panel de répondants SHARE afin de mesurer l'impact à court-terme de la pandémie et du confinement sur cette population âgée. Les répondants du panel de SHARE ont été sollicités par le biais d'un entretien téléphonique assisté par ordinateur (CATI) afin de recueillir des données d'une part sur quelques thèmes centraux habituels issus du questionnaire SHARE classique (de manière très abrégée) et, d'autre part, sur l'impact de la COVID19 sur leurs conditions de vie.

Les conséquences imprévues et néfastes des stratégies pour contenir la pandémie sont considérables et affectent le bien-être des citoyens européens en termes de santé, d'économie et de politiques sociales. L'enquête/projet SHARE-COVID19 vise à répondre aux questions récentes et futures concernant ces effets imprévus indésirables. L'ambition finale du projet est de formuler des recommandations sur les politiques publiques (sanitaires, économiques et sociales) qui permettraient d'améliorer la résistance des systèmes de santé et des sociétés de l'UE aux pandémies en termes de prévention, de soins et de protection chez les plus de 50 ans, qui constituent une frange particulièrement vulnérable de la population.

La Commission européenne a annoncé son soutien au projet de recherche SHARE-COVID19 portée par l'infrastructure SHARE-ERIC par le biais d'un financement dans le cadre d'Horizon 2020 et plus spécifiquement de l'initiative "*Coronavirus Global Response*" lancée par la présidente Ursula von der Leyen en mai 2020. Grâce à ce financement, la Commission européenne ouvre la voie à SHARE pour qu'elle devienne un élément clé dans le traitement des conséquences socio-économiques de la pandémie de COVID19 en Europe et au-delà.

Partie 2 – La méthode mise en œuvre

Description de la méthode mise en œuvre pour :

- *Élaborer et valider le questionnaire*
- *Valider la méthode de recueil*
- *Constituer l'échantillon*

Questionnaires

8^{ème} vague SHARE

Le questionnaire principal de la 8^{ème} vague de SHARE s'est largement appuyé sur les versions du questionnaire administrées lors des vagues antérieures, afin de conserver une cohérence dans les questions posées et ainsi une comparabilité longitudinale des mesures.

Cependant, le questionnement mis en œuvre dans la vague 8 a intégré quatre innovations méthodologiques principales au niveau Européen et un enrichissement spécifique à la France :

- Introduction d'un nouveau module de questions axé sur les « regrets vis-à-vis des comportements passés en matière d'économies et d'épargne », le module "*Savings regrets*".
- Large refonte du module relatif aux consommations de soins ("*Health care*"), effectuée sous la responsabilité scientifique de l'équipe SHARE-France, qui intègre des enrichissements sur la mesure fine du recours aux soins ambulatoires et hospitaliers, le phénomène de renoncement aux soins pour raisons financières ou par manque de disponibilité des services, la souscription d'assurance santé complémentaire ou d'assurance dépendance...
- Restructurations plus mineures de trois autres modules du questionnaire principal : "*Cognitive function*" (ajout de tests de performances cognitives sur les fonctions de mémoire sémantique, les capacités de « praxie » ou de calcul mental), "*Time expenditure*" (ajout de mesures sur le temps passé sur 17 grandes catégories d'activité lors de la journée de la veille : tâches ménagères, soins personnels, activités avec les enfants/petits enfants, loisirs, travail...), et "*Social network*" (mesures plus détaillées de la fréquence des relations sociales).
- Mesure objective de l'activité et de la mobilité chez les 60+ ans, avec la pose d'un accéléromètre pendant une semaine auprès d'un sous-échantillon de participants (théoriquement 200 personnes dans une dizaine de pays volontaires, dont la France).
- Construction d'un questionnaire complémentaire spécifique pour la France (*drop-off*) sur les thèmes de l'assurance santé obligatoire et complémentaire, de l'assurance dépendance, et des mesures de préférences temporelles et d'aversion (au risque, à l'ambiguïté). Ce questionnaire complémentaire est auto-administré sous format papier et remis à l'intervieweur face-à-face une fois rempli.

Les étapes de développement du questionnaire ont été menées en lien entre l'équipe de gestion de SHARE au MEA et les chercheurs responsables des différentes thématiques de recherche.

Une fois les opérations de modifications du questionnaire terminées, la traduction de celui-ci a pu débuter, selon une méthode commune aux différents pays et standardisée dans une démarche qualité par le processus TRAPD (*Translation, Review, Adjudication, Pretest, Documentation*)

reconnu comme le *gold standard* permettant d'assurer le meilleur niveau d'homogénéité entre les différentes versions nationales d'un même questionnaire.

Le processus technique instauré en vague 7 pour les étapes de traduction/validation a été reconduit, via l'utilisation de l'outil TMT (*Traduction Management Tool*) développé pour les besoins de l'enquête SHARE en 2015 (et d'ailleurs réutilisé à l'identique dans le cadre d'autres enquêtes européennes depuis lors, comme l'*European Social Survey* ou l'*European Values Survey*).

Enquête SHARE-COVID19

En réponse à la survenue de la pandémie de COVID19 et des périodes de confinement associées dans de nombreux pays d'Europe, et afin de mettre en place une collecte de données innovante de manière réactive, les équipes du *management board* et les responsables scientifiques des thèmes SHARE ont développé le questionnaire SHARE-COVID en quelques semaines.

Ce questionnaire ayant vocation à être administré par téléphone et ne devant pas excéder 20-25 minutes (cf. détails ci-après) couvre les aspects suivants :

- Santé : physique, mentale, limitations d'activité ;
- Expérience de la COVID : symptômes, tests, hospitalisations, décès... du répondant ou de ses proches ;
- Recours aux soins : fréquence, satisfaction, renoncement aux soins, report ou refus de soins de la part des professionnels de santé ;
- Emploi : expérience du chômage, volume hebdomadaire de travail, sécurité du lieu de travail vis-à-vis de la COVID, recours au télétravail ;
- Situation économique : revenu mensuel du ménage, difficultés ressenties, aides financières reçues ou apportées ;
- Relations sociales : fréquence, modalités et nature des contacts ;
- Aide et soins à domicile : fréquence, difficultés d'accès, sécurité vis-à-vis de la COVID...

Afin de permettre d'évaluer la cohérence de certaines réponses, des questions similaires à celles du questionnaire principal de SHARE ont été introduites, permettant une comparaison avec les réponses apportées lors du terrain principal quelques mois plus tôt : santé perçue, revenu moyen, troubles du sommeil, recours à l'aide et aux soins à domicile... avant la pandémie.

Echantillon

La population cible primaire de l'enquête SHARE est constituée des **personnes de 50 ans et plus résidant en France métropolitaine**. Les conjoints/partenaires vivant sous le même toit ont également vocation à être représentés par l'enquête, quel que soit leur âge.

Les ménages de l'enquête SHARE proviennent ainsi de deux échantillons distincts : l'échantillon longitudinal et l'échantillon de rafraîchissement construit pour la vague 8.

Les règles d'éligibilité et de suivi des répondants diffèrent selon l'évolution du ménage et l'identité du participant d'une part (individu principal/conjoint) et la nature de l'échantillon (longitudinal/rafraîchissement) d'autre part.

Une première règle générale concerne l'exclusion *a priori* du champ de l'enquête des personnes ne maîtrisant pas suffisamment la langue française d'une part et incarcérées, hospitalisées ou à

l'étranger durant l'intégralité du terrain d'autre part. En termes de champ géographique, l'ensemble des régions métropolitaines sont représentées ; en revanche, l'enquête SHARE ne couvre pas les DOM, en raison des difficultés logistiques et financières inhérentes à un questionnement mené en face-à-face.

Les règles d'éligibilité de l'échantillon longitudinal sont les suivantes :

- Sauf cas particulier ci-dessous, toutes les personnes ayant participé à au moins une des 3 vagues précédentes de SHARE sont considérées dans l'échantillon longitudinal et sont susceptibles d'être réinterrogées en vague 8.
- Les personnes qui sont entrées en institution médico-sociale ou ont déménagé à l'intérieur des frontières nationales métropolitaines depuis leur dernière participation sont toujours considérées comme appartenant au champ de l'enquête.
- Si une personne est décédée, un entretien spécifique « fin-de-vie » est proposé à un membre de l'entourage ou à un proche (*proxy*).
- Dans tous les cas de figure le conjoint/partenaire actuel d'une personne ayant déjà participé est enquêté, quel que soit son âge. Cela concerne, en particulier, le cas d'arrivée d'un nouveau membre du ménage (nouveau conjoint/partenaire) depuis la dernière participation.
- En cas de séparation des membres d'un ménage déjà enquêté, l'éligibilité dépend du statut de participation aux vagues précédentes et de l'âge des personnes à la date de l'échantillonnage. Si à la date d'échantillonnage du ménage, l'ex-conjoint/partenaire était également éligible selon le critère d'âge, celui-ci est suivi et demeure dans le champ de l'enquête. Dans le cas contraire, l'ex-conjoint/partenaire n'est plus éligible et n'est plus concerné par le questionnaire principal ni par le questionnaire « fin-de-vie » le cas échéant.

En cas de trop difficulté de l'enquêté à répondre lui-même au questionnaire (difficultés cognitives, fatigue extrême, ...), le questionnaire principal peut être administré à un *proxy* (conjoint/partenaire, enfant, membre de l'entourage), à l'exception de certains modules spécifiques et des mesures physiques.

Pour des raisons de contrôle de la qualité de l'enquête et de respect des objectifs de participation, l'échantillon longitudinal est décomposé en quatre sous-échantillons spécifiques selon la participation des ménages et des individus aux vagues précédentes de SHARE, ces sous-échantillons faisant l'objet d'objectifs quantifiés différents en termes de taux de participation/rétention. Ces sous-échantillons (dénommés A, B, C et D) sont décrits ci-dessous.

Sous-échantillon A : Individus ayant participé lors de la vague précédente (A1 s'ils appartenaient déjà à l'échantillon longitudinal en vague précédente ; A2 s'ils provenaient d'un échantillon de rafraichissement)

Sous-échantillon B : Individus ayant déjà participé à SHARE mais pas en vague précédente, vivant dans un ménage dont au moins un membre a participé en vague précédente.

Sous-échantillon C : Individus ayant déjà participé à SHARE mais pas en vague précédente, vivant dans un ménage dont aucun membre n'a participé en vague précédente.

Sous-échantillon D : Individus n'ayant jamais participé à SHARE (exemple : nouveaux conjoints).

Par ailleurs, l'ajout d'un échantillon de rafraîchissement a été effectué pour la vague 8, avec un double objectif : 1) renouveler la représentativité par âge, en intégrant comme ménages « entrants » les ménages comprenant un individu ayant atteint l'âge de 50+ ans depuis le dernier rafraîchissement (réalisé en vague 6) ; 2) atteindre la taille d'échantillon cible, compte tenu des taux de rétention attendus sur l'échantillon longitudinal. Cet échantillon de rafraîchissement a été tiré par l'Insee selon un sondage stratifié à 2 degrés.

La population de ménages sélectionnés dans l'échantillon de rafraîchissement est segmentée en 3 sous-groupes, qui doivent être enquêtés successivement selon le déroulement du terrain : un échantillon principal et deux échantillons de réserve, un échantillon n'étant déclenché que lorsque l'échantillon précédent a été quasiment épuisé.

Ce découpage répond à un double objectif. D'une part, il induit une certaine incitation à la performance en termes scientifiques pour l'équipe-pays et financiers pour l'agence de collecte si l'objectif cible de réponses est obtenu sur un plus petit nombre de ménages contactés : cela produit mécaniquement un meilleur taux de réponse à l'enquête et entraîne un bonus financier pour l'agence de collecte. D'autre part et surtout, il permet de contrôler/préserver la qualité scientifique de la population d'analyse : en effet, dans l'hypothèse où le taux de contact et de participation seraient plus élevés que prévu, cela conduirait soit à un nombre total de répondants bien supérieur à l'objectif cible, soit à un biais de sélection non aléatoire si le terrain d'enquête était arrêté une fois l'objectif de réponses atteint.

L'objectif était d'obtenir un total de 4.000 entretiens réalisés pour la France en vague 8.

L'échantillon longitudinal issu de la vague 7 comptait environ 5.500 individus éligibles *a priori* : une projection du nombre d'individus qui pourraient être enquêtés (en appliquant les taux de réponse constatés en vague 7) avait conduit à un nombre d'environ 3.000 individus « panel » enquêtés.

Cela impliquait donc de conduire 1.000 entretiens individuels supplémentaires dans l'échantillon de rafraîchissement. Aussi, compte tenu des hypothèses sur la participation de ces nouveaux ménage (taux de contact entre 80% et 90% et taux de participation chez les contactés entre 25% et 30%), un échantillon de rafraîchissement a été tiré selon la structure suivante : 2.500 ménages dans l'échantillon principal et 500 ménages dans chacun des deux échantillons de réserve supplémentaires. Au final, toutefois, l'intégralité de l'échantillon de rafraîchissement n'a pas pu être enquêté comme prévu en raison d'un décalage de calendrier et de la survenue de la pandémie (cf. section 3).

Collecte de terrain

8^{ème} vague SHARE

La méthodologie de collecte de l'enquête SHARE est éprouvée de longue date et n'a pas subi de modification radicale lors de cette 8^{ème} vague.

L'essentiel du questionnaire SHARE est administré en face-à-face au domicile du répondant par un enquêteur mandaté par l'agence de collecte, à l'aide d'une version CAPI du questionnaire intégré dans l'interface logicielle d'un ordinateur portable. Les seules exceptions à cette règle du recueil en face-à-face informatisé concernent :

- les premières informations de contact, servant notamment à valider la composition du ménage et les informations de base (nom, prénom, date de naissance) qui peuvent être pré-recueillies par téléphone ;
- le protocole « accéléromètre », dans lequel le participant doit porter l'appareil pendant 8 jours consécutifs ;

- le *drop-off* Français qui consiste en un questionnaire papier auto-administré remis en mains propres au participant par l'enquêteur lors de son passage ;
- le questionnaire « fin-de-vie » auprès d'un proche, qui peut être effectué par téléphone le cas échéant.

L'ensemble des membres du ménage respectant les critères d'éligibilité sont concernés par l'enquête, soit dans le cas général : une personne de 50+ ans et son conjoint quel que soit son âge.

Toutefois, selon les situations et selon les modules, les questions ne sont pas posées aux mêmes personnes, ni dans les mêmes conditions. Certains modules sont prévus pour être administrés à tous les membres du ménage éligibles ; *a contrario*, certaines informations ne sont recueillies qu'une seule fois auprès d'un membre du ménage désigné comme « référent » selon le thème traité : référent ménage (modules relatifs au logement et aux habitudes de consommation) ; référent financier (revenus du ménage et transferts financiers) ; référent familial (module relatif aux enfants). La plupart des questions peuvent être posées à un membre de l'entourage (*proxy*) chargé de répondre pour l'individu éligible si ce dernier éprouve des difficultés à répondre par lui-même, à l'exception des modules/questions basés sur le ressenti intime ou les souvenirs de l'individu (mesure du bien-être, des croyances et des attentes, de la santé mentale, des aptitudes cognitives) ou mesures physiques nécessitant une interaction directe (force de préhension, accéléromètre).

Par ailleurs, le questionnaire « fin-de-vie » est également soumis à un proche de la personne décédée, conjoint (éligible ou non) ou autre membre de l'entourage.

Le contenu du questionnaire et les modalités de collecte sont validés après deux phases de test en amont : le prétest et le *field rehearsal* (répétition générale). Ces deux tests portent sur environ 100 personnes sélectionnées dans des échantillons aléatoires distincts et spécifiquement dédiés à ces phases de test ; ils sont menés en « situation réelle », au domicile des répondants par une dizaine d'enquêteurs mandatés par l'agence de collecte dans 3 départements.

Le prétest a pour principal objectif de tester le questionnaire (durée, acceptabilité, compréhension des questions, formulations inadaptées...) et peut conduire à des modifications du questionnaire. Le *field rehearsal* constitue une répétition générale de l'enquête, essentiellement axée sur les aspects techniques. Ce test permet notamment d'identifier puis de corriger les éventuels bugs dans le logiciel d'enquête CAPI ou la procédure d'alimentation de la base de données avec les remontées d'interviews. En revanche, sauf cas de force majeure, aucune modification du questionnaire ou du protocole d'enquête ne peut être apportée après cette seconde phase de test.

Enquête SHARE-COVID19

L'enquête SHARE-COVID19 a été conduite par téléphone auprès de l'intégralité de l'échantillon longitudinal SHARE, que les ménages aient participé ou non à la vague 8 quelques mois auparavant. En revanche, les ménages sélectionnés dans l'échantillon de rafraîchissement n'ont pas été concernés par cette phase d'enquête téléphonique *ad hoc*.

Elle s'est tenue en Juin-Juillet 2020 et, contrairement aux usages SHARE, a été menée par téléphone, en raison de l'impossibilité d'une enquête en face-à-face induite par les mesures de distanciation sociale et de confinement prises dans la plupart des pays Européens. Compte tenu des délais extrêmement courts, c'est l'agence de collecte déjà en charge du terrain principal de la vague 8 qui a été retenue pour le terrain, en mobilisant un *pool* d'enquêteurs SHARE

habituellement dédiés aux enquêtes face-à-face (environ 40 enquêteurs pour cette enquête téléphonique contre environ 130 pour le terrain principal de la vague 8). Une phase de validation préalable des numéros de téléphone disponibles dans les fiches contact a été nécessaire. Une phase de test préalable a pu être menée pendant 3 jours au cours du mois de mai 2020, avec un niveau d'exigence méthodologique hétérogène selon les pays, ce qui a permis quelques adaptations dans le questionnaire et les modalités de contact.

Partie 3 – Les résultats

- *Synthèse des résultats*
- *Principales recommandations issues de l'analyse des résultats*

Avertissement

A ce stade du projet, les données SHARE vague 8 et SHARE-COVID19 n'ont pas été rendues publiques, les données de travail internes n'ont été mises à disposition aux équipes que le 9 Octobre 2020 et les travaux de recherche proprement dits n'ont été lancés qu'à partir de Septembre 2020. A cet égard, cette section n'intègre pas de résultats portant sur les données de la 8^{ème} vague ou de l'enquête SHARE-COVID19, à quelques très rares exceptions près à titre d'illustration des potentialités de ces données.

Bilan de la collecte

8^{ème} vague SHARE

Les principaux indicateurs de performance et caractéristiques de la vague 8 de l'enquête SHARE pour l'ensemble des pays et spécifiquement pour la France sont les suivants.

Le terrain a duré 24 semaines au maximum (22 semaines pour la France), étant interrompu à la mi-mars 2020 lors du pic de la première vague épidémique.

La durée médiane de passation complète du questionnaire principal est de 65 minutes pour une personne seule (63 min en France). Dans le cas où les deux membres du ménage sont interrogés, les médianes de durée de passation sont de 61 minutes pour le premier entretien (auprès de la personne « référente ») et de 42 minutes pour le second entretien qui comprend moins de questions.

Dans l'ensemble des pays, un total de 56.000 entretiens individuels a pu être réalisé. En France, le nombre d'entretiens individuels réalisé s'élève à 3.116, dont 2.592 sur l'échantillon longitudinal et 524 sur l'échantillon de rafraichissement. Ce nombre inclut 130 entretiens « fin-de-vie » concernant des individus panel décédés depuis les vagues 6 et 7.

Les indicateurs de performance de l'enquête sont les suivants, définis au niveau ménage ou au niveau individuel :

- Taux de contact : pourcentage d'individus/ménages éligibles ayant réellement pu être contactés ;
- Taux de coopération : pourcentage des individus/ménages contactés ayant participé ;
- Taux de réponse : pourcentage des individus/ménages éligibles ayant participé.

Les objectifs initiaux pour ces différents indicateurs de performance sont définis au niveau global, volontairement de façon très ambitieuse. Le taux de contact visé est de 95%. Les objectifs en termes de taux de réponse sont déclinés selon l'historique de participation des individus/ménages aux vagues précédentes de SHARE. Ainsi, dans le sous-échantillon A qui regroupe les individus ayant participé à la dernière vague, l'objectif est un taux de réponse de 85%. Pour les autres individus/ménages, considérés comme moins « captifs » et donc moins

faciles à enquêter, le taux de réponse cible n'est que de 25%. Enfin, pour l'échantillon de rafraîchissement, aucun objectif ferme n'est défini en amont, la situation étant différente d'un pays à l'autre. Pour la France, l'objectif défini entre Paris-Dauphine et l'agence de collecte était un taux de réponse de 30% parmi les individus/ménages de l'échantillon de rafraîchissement ayant pu être contactés.

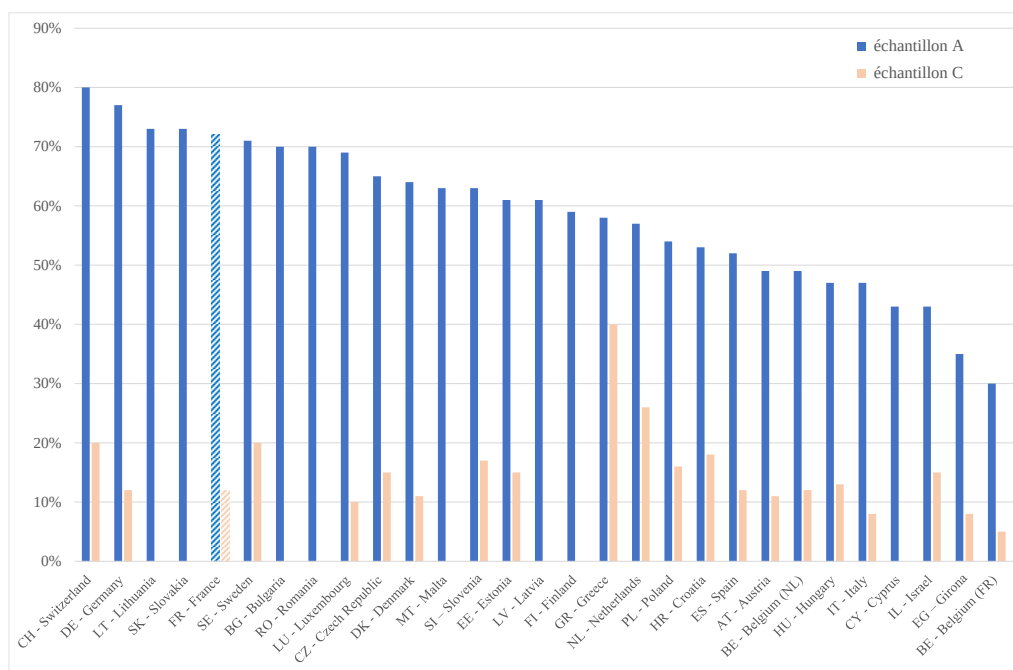
Globalement, la performance de l'ensemble des pays, et notamment de la France, a été très satisfaisante dans la population longitudinale de SHARE pour cette 8^{ème} vague compte tenu de l'arrêt prématuré de la collecte de terrain (2 mois avant la fin prévue). La situation est plus décevante et plus contrastée selon les pays dans le cas de l'échantillon de rafraîchissement, en particulier pour la France.

Pour la France, le bilan s'établit comme suit :

- 88% des ménages longitudinaux éligibles ont pu être contactés. Cela classe la France au 5^e rang parmi les 29 pays participants sur ce taux de contact (max 98%, min 39%).
- La participation a été très bonne dans le sous-échantillon A avec 72% des individus ayant déjà participé en vague 7 qui ont accepté de répondre à nouveau en vague 8. La France est ainsi 3^e sur 29 (max 80%, min 30%).
- La participation a été plus décevante chez les individus du panel SHARE qui n'avaient pas participé en vague 7 : le taux de réponse dans le sous-échantillon appelé C n'est que de 12% en France, ce qui la classe au 13^e rang sur 21 pays concernés. Ce résultat médiocre était malheureusement attendu, dans la mesure où l'historique de collecte de SHARE en France montre que réintégrer dans le panel SHARE des ménages ayant refusé lors des vagues précédentes est particulièrement difficile, en tout d'avantage que dans les autres pays.
- Dans l'échantillon de rafraîchissement, la performance de la France est moins bonne – que prévu et que dans certains autres pays concernés – en raison du retard dans le lancement de cet échantillon par rapport au calendrier. En effet, ces ménages n'ont pu être enquêtés qu'à partir de janvier 2020 (contre octobre 2019 pour l'échantillon longitudinal) et la crise de la COVID19 a stoppé net la montée en charge du terrain en mars 2020, impactant largement la collecte sur cet échantillon. En particulier, les deux échantillons de réserve prévus n'ont pas pu être déclenchés. Cela aboutit à un taux de contact de 57% des ménages de l'échantillon de rafraîchissement (5^e sur 16 pays concernés, max 76%, min 16%), et à un taux de participation effectif de 16% (7^e sur 16, max 47%, min 4%).
- La participation à l'enquête complémentaire *drop-off* a été globalement bonne en France : 2.828 questionnaires ont été remplis lors du terrain principal de la vague 8, ce qui représente un taux de participation (conditionnel à la participation à la vague 8) de 91%. Les pays SHARE n'ayant pas tous mis en œuvre un *drop-off*, ou bien sous des formats très différents, aucune comparaison pertinente n'est pas possible avec les autres pays.
- Enfin, le protocole accéléromètre mis en œuvre en France n'a permis de recueillir des données d'activité physique que pour 80 répondants, contre un objectif initial de 200 participants à ce protocole. Le nombre total de recueils individuels de données accéléromètre s'élève à 820 pour les dix pays participant à ce sous-projet, s'échelonnant de 40 (Danemark) à 115 (Allemagne, Pologne) selon le pays.

La comparaison entre pays des différents indicateurs de performance est fournie dans le graphique synthétique et le tableau détaillé ci-dessous.

Taux de participation à la vague 8 SHARE – sous-échantillons panel A et C

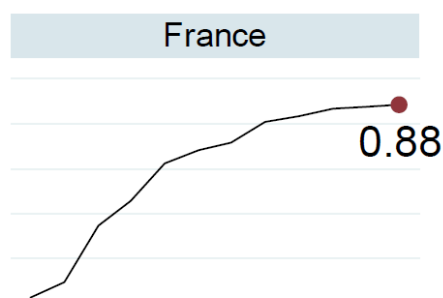


PAYS	Echantillon longitudinal			Echantillon de rafraîchissement	
	Tx de contact	Tx de participation A	Tx de participation C	Tx de contact	Tx de participation
AT - Austria	54	49	11	25	5
BE - Belgium (FR)	39	30	5	16	4
BE - Belgium (NL)	61	49	12	30	8
BG - Bulgaria	85	70	—	—	—
CH - Switzerland	98	80	20	75	20
CY - Cyprus	57	43	—	—	—
CZ - Czech Republic	76	65	15	23	8
DE - Germany	92	77	12	53	8
DK - Denmark	84	64	11	72	20
EE - Estonia	70	61	15	49	23
EG – Girona	79	35	8	—	—
ES - Spain	70	52	12	—	—
FI - Finland	86	59	—	—	—
FR - France	88	72	12	57	16
GR - Greece	84	58	40	—	—
HR - Croatia	60	53	18	21	9
HU - Hungary	52	47	13	45	21
IL - Israel	57	43	15	61	47
IT - Italy	62	47	8	—	—
LT - Lithuania	90	73	—	—	—
LU - Luxembourg	78	69	10	—	—
LV - Latvia	71	61	—	41	24

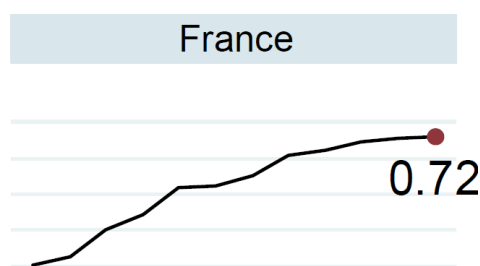
MT - Malta	78	63	–	–	–
NL - Netherlands	84	57	26	–	–
PL - Poland	60	54	16	48	14
RO - Romania	73	70	–	–	–
SE - Sweden	93	71	20	76	13
SI - Slovenia	64	63	17	33	11
SK - Slovakia	85	73	–	–	–

Les graphiques ci-dessous illustrent la montée en charge des différents indicateurs de performance pour la France au cours des 5 mois de terrain.

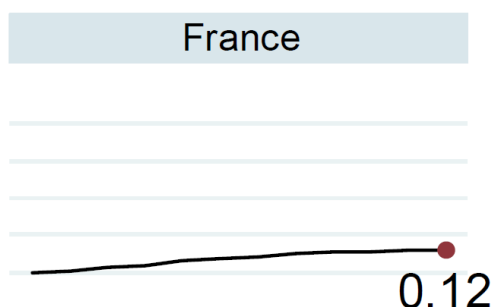
Taux de contact ménages panel



Taux de réponse indiv. panel A



Taux de réponse indiv. panel C



Taux de réponse indiv. rafraichissement



Au final, d'un point de vue purement quantitatif, le nombre total d'entretiens individuels réalisé en France est inférieur de près de 900 à l'objectif initial (3.116 entretiens réalisé contre 4.000 espérés). La principale cause de cet écart est la sous-performance sur l'échantillon de rafraichissement qui n'a pas pu être travaillé de manière aussi complète que prévu, en France comme dans la plupart des autres pays. L'arrêt brutal du terrain pose d'ailleurs la question de la pérennité des ménages de cet échantillon de rafraichissement pour les opérations de collecte futures, dans la mesure où ni la structure ni la volumétrie de cette population nouvellement injectée dans le panel SHARE au titre du rafraichissement ne sont conformes aux objectifs ; cela crée à terme le risque d'une déformation trop importante de structure (par âge et par région) de l'échantillon panel de SHARE.

Enquête SHARE-COVID19

La collecte téléphonique conduite en juin-juillet 2020 auprès de l'intégralité de l'échantillon longitudinal de SHARE a permis de réaliser environ 53.000 entretiens individuels, dont 2.200

en France. Pour rappel, l'échantillon de rafraîchissement de la vague 8 n'était pas concerné par ce recueil.

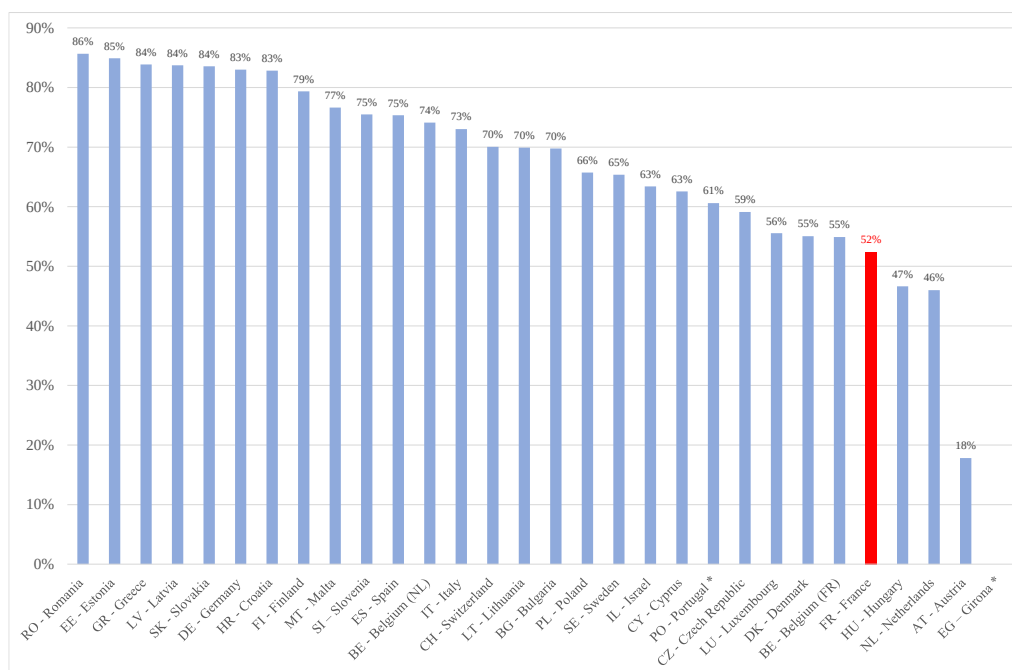
La durée médiane des entretiens est de 15 min dans l'ensemble des pays (16 min en France).

Le taux de participation effectif – rapportant le nombre d'interviews SHARE-COVID réalisé au nombre total d'individus panel vivants éligibles – s'élève à 68% pour l'ensemble des pays SHARE. Il est difficile d'étalonner la valeur intrinsèque de ce taux, en l'absence de point de comparaison ou de taux-cible ; *a priori*, il semble satisfaisant compte tenu de l'urgence dans l'organisation de l'enquête, du changement de mode opératoire, et de la difficulté à contacter l'ensemble des participants par téléphone.

Le taux de participation effectif en France n'est que de 52%, bien en deçà de ce niveau de participation moyen dans tous les pays SHARE. Cela place la France seulement en 26^e position sur 29 pays. Voir le graphique ci-dessous.

Plusieurs raisons expliquent cette contre-performance de la France. En premier lieu, une raison liée à la structure de l'échantillon longitudinal SHARE pour la France : en effet, le sous-échantillon C constituant une part plus importante du panel que dans la plupart des autres pays, et la participation y étant logiquement plus faible, cela conduit mécaniquement à une baisse du taux de participation global. En se restreignant au sous-échantillon A (i.e. les participants à la vague 7), on constate que le taux de participation en France est de 67%, toujours inférieur à celui des autres pays mais avec un écart beaucoup plus faible... La seconde raison est que la transition d'une enquête face-à-face à une enquête téléphonique a été plus complexe à mettre en œuvre dans le temps imparti en France, ce qui s'est traduit par une difficulté à mobiliser tous les enquêteurs pour le terrain. De façon plus marginale, un certain nombre de ménages n'ont pas pu être contactés faute d'informations à jour sur leurs coordonnées téléphoniques, ce qui a également influencé le taux final de participants. Enfin, on ne peut pas exclure que les participants soient simplement moins enclins à répondre à une enquête par téléphone en France que dans les autres pays européens.

Taux de participation enquête téléphonique SHARE-COVID



Premiers éléments de résultats

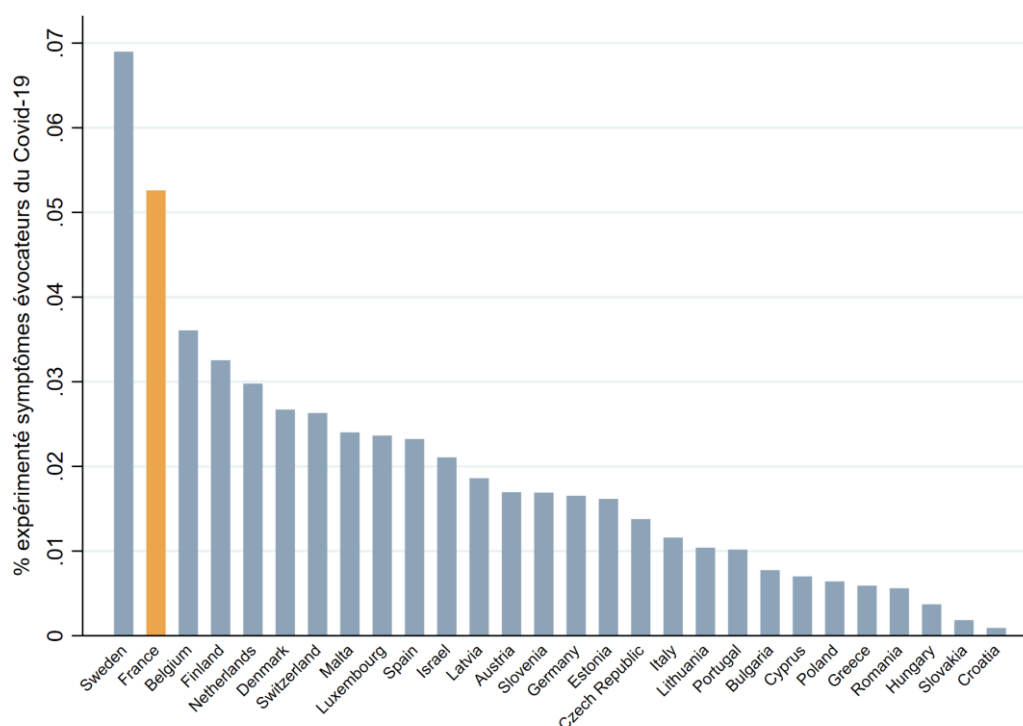
L'enquête SHARE-COVID19 permet d'illustrer de nombreux aspects de la perception des répondants SHARE par rapport à la période de pandémie et de confinement, en intégrant à la fois des questions nouvelles et spécifiques à la période, et des questions usuelles de l'enquête SHARE (ce qui permet une comparaison des directes des réponses entre les 2 points distants de quelques mois).

A ce stade, ces résultats sont totalement confidentiels et ne doivent pas être diffusés ou communiqués de manière publique.

A titre d'illustration des données contenues dans la base SHARE-COVID19, nous présentons 3 analyses graphiques basiques, qui proposent des résultats par pays sur les taux de répondants qui déclaraient à la date de l'enquête :

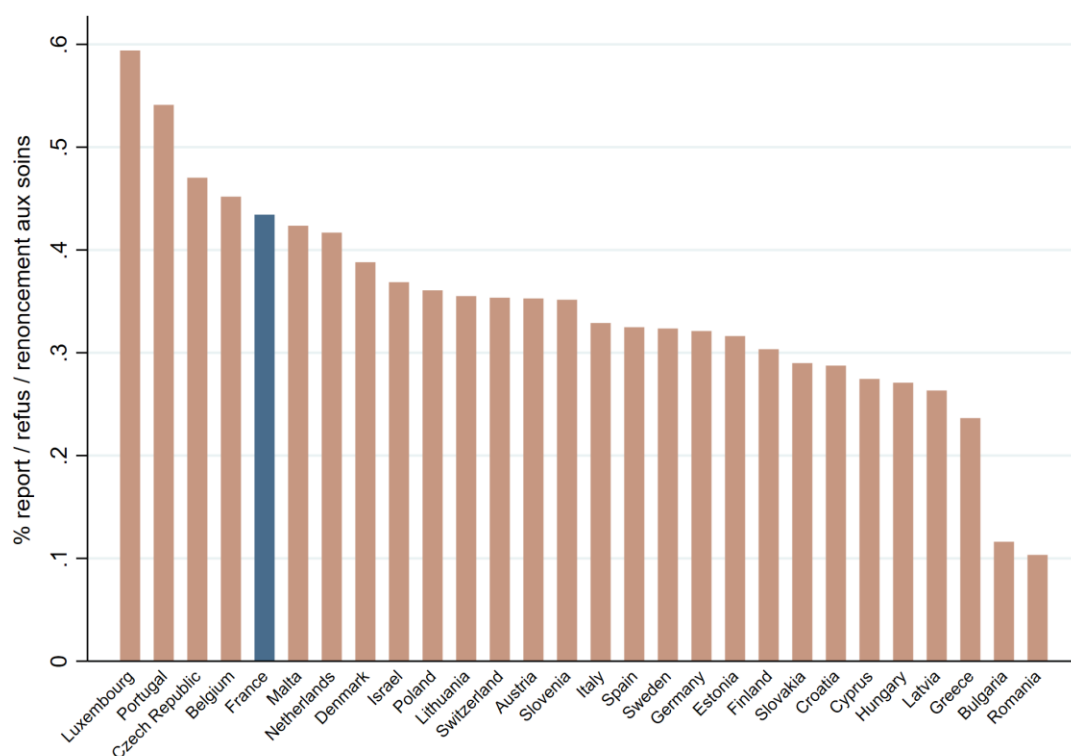
1. avoir expérimenté des symptômes évocateurs de la COVID19 ;
2. avoir subi un report, un refus ou un renoncement à des soins depuis le début de l'épidémie (report ou refus de la part du professionnel de santé, ou renoncement de la part du répondant) ;
3. avoir des difficultés à obtenir le niveau d'aide ou de soins domicile dont ils auraient besoin depuis le début de l'épidémie.

A la date de l'enquête, le pourcentage de répondants déclarant avoir expérimenté des symptômes évocateurs de la COVID19 s'échelonne entre moins de 1% dans plusieurs pays (Pologne, Grèce, Hongrie, Croatie, etc.) et presque 7% en Suède, pays qui s'est distingué par une gestion souple de l'épidémie (pas de confinement ni de fermeture des lieux publics). Parmi les pays SHARE, la France occupe la 2^e place avec 5,3% des répondants qui déclarent avoir eu des symptômes évoquant la COVID19.

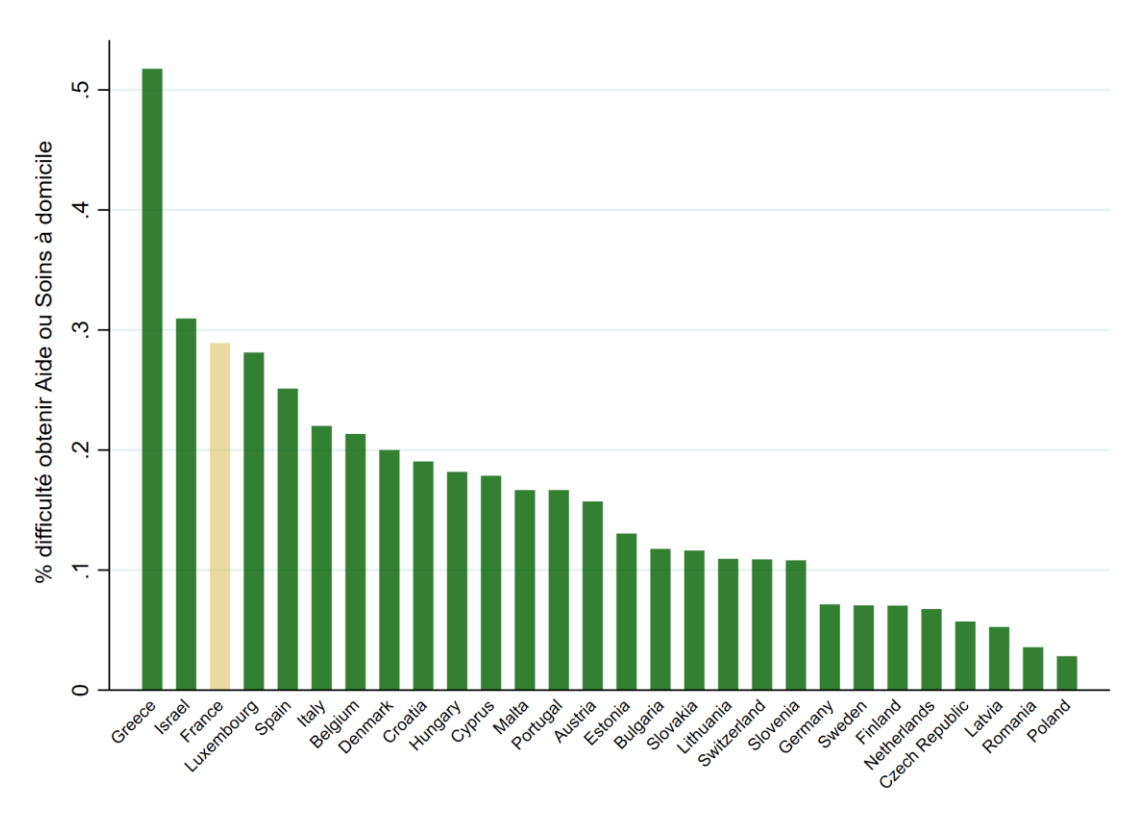


Le phénomène de difficulté d'accès aux soins, et notamment de report ultérieur des soins « non urgents », a été un sujet majeur de l'organisation du système de santé au printemps 2020, avec le risque sous-jacent de dégradation de l'état de santé des personnes fragiles (malades chroniques notamment) voire d'accroissement des inégalités sociales de santé induit par ces retards d'accès aux soins.

Lorsqu'on agrège dans un même indicateur les trois phénomènes a) de renoncement aux soins des répondants par peur de la contamination, b) de report des soins à l'initiative des professionnels de santé, et c) d'impossibilité d'accéder à des soins pour les répondants (= « refus » de soins ou indisponibilité du professionnel), on aboutit à un pourcentage de 34% de l'ensemble des participants. L'hétérogénéité entre pays est forte. Au Luxembourg ou au Portugal, plus de 50% des répondants ont été concernés par cette impossibilité d'accéder à un soin (quelle qu'en soit la raison). Cette difficulté concerne également 43% des répondants Français.



Parmi les personnes qui déclarent qu'elles avaient déjà recours à de l'aide ou des soins à domicile avant le déclenchement de l'épidémie, 21% admettent qu'elles rencontrent des difficultés à obtenir le niveau d'aide ou de soins dont ils auraient besoin depuis lors. Ce taux est extraordinairement élevé en Grèce (plus de 50%). On constate que cette proportion de répondants qui admettent des difficultés d'accès à l'aide et aux soins à domicile est également très élevée, entre 21% et 29%, dans les pays européens les plus durement touchés par la première vague de COVID19 au Printemps 2020 : France, Espagne, Italie, Belgique.



Partie 4 – Bilan critique du projet

- Conformité des résultats avec les objectifs
- Difficultés/obstacles non anticipés
- Justification en cas d'abandon de certaines parties du projet

Conformité des résultats avec les objectifs

Les résultats en termes de collecte de données présentés ci-dessus selon les sous-échantillons, même s'ils restent satisfaisants, sont en dessous des objectifs initialement prévus dans le contrat avec l'agence de collecte. Cependant, compte tenu des objectifs très élevés des contrats standards de SHARE-ERIC et du fait qu'historiquement la France n'arrive pas à atteindre ces objectifs (à l'instar d'une grande majorité des pays participants), nous avons défini des objectifs plus réalistes, ajustés sur les performances au cours des vagues précédentes (colonne « Espéré » dans le tableau ci-dessous).

Objectifs et réalisations de la collecte de la vague 8 pour la France

Indicateur	Objectif théorique (contrat)	<u>Espéré</u>	Réalisé
Panel de ménages	3.547	3.547	3.547
Taux d'exploitation	100%	100%	98,5%
Taux de contact	95%	95%	88,3%
Taux de réponse individuel - Échantillon A	85%	78%	71,7%
Taux de réponse individuel - Échantillon B	25%	20%	14,5%
Taux de réponse individuel - Échantillon C	25%	15%	12,2%
Taux de réponse individuel - Échantillon D	25%	10%	4,9%

Malgré l'arrêt de la collecte des données mi-mars en raison de l'épidémie de COVID-19 et la réduction du temps de collecte de plusieurs semaines, les taux de réponses demeurent acceptables et permettront de fournir des données fiables à la communauté scientifique.

Un autre indicateur permettant de juger les résultats de la collecte de la 8^{ème} vague de l'enquête consiste à les comparer aux vagues précédentes. Nous constatons ainsi que les taux de réponses de la vague 8 sont similaires à ceux de la vague 5 et 6, au moins sur le sous-échantillon A qui est le principal échantillon d'intérêt, à la fois quantitativement et qualitativement.

Comparaison des indicateurs de performance des collectes des vagues 5, 6, 7 et 8

Indicateur	Vague 5	Vague 6	Vague 7	Vague 8
	GfK-ISL	TNS-Sofres	TNS-Sofres	Kantar Public (ex TNS-Sofres)
Panel de ménages	5.119	5.044	4.452	3.547
Taux d'exploitation	99,7%	99,6%	100%	98,5%
Taux de contact	98,9%	97,5%	96,9%	88,3%
Taux de coopération	64,3%	53,5%	58,2%	59,8%
Taux de réponse ménages	63,6%	56,5%	56,0%	52,8%
Taux de réponse individuel global	57,9%	48,7%	51,4%	48,4%
Taux de réponse individuel - Échantillon A	70,9%	72,3%	78,1%	71,7%
Taux de réponse individuel - Échantillon B	23,4%	26,7%	16,4%	14,5%
Taux de réponse individuel - Échantillon C	21,9%	13,7%	16,2%	12,2%
Taux de réponse individuel - Échantillon D	31,1%	16,3%	8,8%	4,9%

En pondérant les résultats des vagues 7 et 8 par la durée effective du terrain – en se ramenant pour la vague 7 à une durée de terrain identique à celle de la vague 8, soit 22 semaines d’exploitation – nous pouvons constater que les performances sont très similaires, voire légèrement meilleures en vague 8 en dépit du vieillissement, de la lassitude et des autres causes d’attrition du panel.

Comparaison des vagues 7 et 8 sur des durées d'exploitation égales (22 sem.)

Indicateur	Vague 7	Vague 8
	TNS-Sofres	Kantar Public (ex TNS-Sofres)
Panel de ménages	4.452	3.547
Taux d'exploitation	92,7%	98,5%
Taux de contact	82,0%	88,3%
Taux de coopération	60,2%	59,8%
Taux de réponse ménages	49,3%	52,8%
Taux de réponse individuel global	45,0%	48,4%
Taux de réponse individuel - Échantillon A	69,9%	71,7%
Taux de réponse individuel - Échantillon B	13,0%	14,5%
Taux de réponse individuel - Échantillon C	12,0%	12,2%
Taux de réponse individuel - Échantillon D	6,5%	4,9%

Difficultés/obstacles non anticipés

La principale difficulté rencontrée a évidemment été la survenue brutale de l'épidémie de COVID-19 qui a paralysé l'exploitation du terrain de l'enquête dans la mesure où elle repose sur des entretiens en face-à-face. Pour autant, la tendance des performances jusqu'à cette date était bonne, et il apparaît que si le terrain avait pu continuer jusqu'au terme initialement prévu, les indicateurs de performance auraient été légèrement meilleurs qu'en vague 7.

Parmi les autres difficultés plus mineures, nous pouvons relever, d'une part, la construction de l'échantillon de rafraîchissement et, d'autre part, l'ensemble des étapes de validation administratives et légales nécessaires à la conduite de l'enquête au niveau Français.

La constitution de l'échantillon de rafraîchissement s'est avérée plus complexe et plus longue que prévu, en dépit de l'appui méthodologique de la division Sondages de l'Insee. Les calculs relatifs à la simulation des taux de réponse attendus, la définition des caractéristiques méthodologiques (stratification de l'échantillon, découpage entre échantillon principal et réserves), le tirage effectif des fiches adresses par l'Insee, et enfin les étapes de validation, nettoyage et intégration de ces fiches adresses par l'agence de collecte se sont étalés sur plusieurs mois. Les diverses contingences associées à cette tâche avaient peut-être été sous-estimées par l'équipe de Paris-Dauphine.

Dans un registre similaire, l'ensemble des étapes d'autorisation ou de labellisation préalables à la tenue de l'enquête constituent toujours des tâches extrêmement chronophages, même si cela avait bien été anticipé par l'équipe, forte de son expérience des vagues précédentes.

Le temps consacré à ces démarches administratives et légales a permis l'obtention successivement de : l'avis d'opportunité délivré par le CNIS pour une durée de 5 ans (6 décembre 2017) ; l'avis de conformité assorti du label de qualité statistique octroyé par l'Insee

(16 juillet 2019) et le visa ministériel associé ; l'aval du comité du secret statistique de l'Insee pour la transmission de l'échantillon de rafraichissement de l'Insee à un prestataire privé (28 juin 2019) ; l'avis favorable d'un Comité de Protection des Personnes (CPP) pour le déploiement du protocole spécifique « accéléromètre » auprès d'un sous-échantillon de participants (4 juillet 2019).

La constitution d'un dossier pour soumission au CPP du projet accéléromètre, en particulier, constitue une tâche d'envergure qui nécessite d'importants moyens humains, car les prérequis scientifiques et légaux pour une demande de recueil « sur la personne humaine » sont très spécifiques et généralement plus contraignants que les demandes d'autorisation usuelles relatives aux enquêtes de la statistique publique.

L'enquête a par ailleurs bénéficié des nombreuses années d'expérience, à la fois de SHARE-Central et de l'équipe pays de Paris-Dauphine, afin d'éviter d'autres difficultés.

Justification en cas d'abandon de certaines parties du projet

Les deux dimensions suivantes du projet SHARE ont été plus particulièrement impactées par l'épidémie de COVID-19.

Exploitation de l'échantillon de rafraichissement

La poursuite de la collecte de données auprès de l'échantillon de rafraichissement était tout simplement impossible à réaliser après l'annonce du confinement général par le gouvernement. Seuls 57% des ménages éligibles ont pu être contactés, pour un taux de réponse global de seulement 16% taux de contact ; l'exploitation de l'échantillon de rafraichissement a donc été très perturbée par l'apparition de l'épidémie. En effet, la stratégie que nous avons mise en place avec l'agence de collecte était dans un premier temps d'avancer le terrain sur l'échantillon longitudinal uniquement – notamment pour permettre aux enquêteurs de mieux se (re)familiariser avec l'enquête et de gagner en autonomie/efficacité – avant d'injecter l'échantillon de rafraichissement dans les adresses à enquêter à partir de janvier 2020.

Cette stratégie s'est bien sûr avérée inopérante *a posteriori*, puisque l'échantillon de rafraichissement n'a pu être travaillé que pendant 2 mois.

Nous souhaitons cependant continuer et finir d'exploiter les fiches adresses de l'échantillon de rafraichissement lors de la prochaine vague de l'enquête SHARE, si les conditions sanitaires et financières nous permettent de mener à bien cette vague 9 selon les modalités prévues. En particulier, les 2 échantillons de réserve de cette population de rafraichissement (de 500 ménages chacun) seront déclenchés.

Protocole accéléromètre

Les pays participant au protocole accéléromètre ont pris la décision commune d'arrêter son exploitation, alors qu'il était encore matériellement possible de le continuer : en effet, nous aurions pu trouver un moyen de continuer l'envoi des kits accéléromètres aux différents répondants, et les répondants auraient pu porter cet appareil pendant 8 jours comme prévu. Toutefois, le but de ce projet annexe était de mesurer l'activité physique des répondants au

cours d'une semaine « normale ». Dans le cadre d'un confinement généralisé dans certains pays, le projet aurait perdu son intérêt scientifique premier, rendant les mesures enregistrées avant et pendant le confinement difficilement comparables et exploitables. Par ailleurs, elles n'auraient pas permis non plus d'obtenir une observation suffisamment fiable de l'éventuelle réduction de l'activité physique liée aux périodes de confinement, faute d'un nombre de données suffisant pour garantir une bonne puissance statistique.

Partie 5 – Suite à donner

- <i>Plan de diffusion/communication des résultats.</i>

De nombreux projets sont prévus dans les mois et années à venir sur les suites à donner à l'enquête SHARE. D'un point de vue opérationnel, les prochaines étapes de conceptualisation de l'enquête et de collecte de données sont planifiées selon le calendrier prévisionnel suivant :

Mai-Juin 2021 : terrain de la 2^{ème} vague de l'enquête SHARE-COVID19, auprès des ménages ayant déjà participé à la 1^{ère} vague en juin-juillet 2020. Le mode de collecte et le questionnaire seront largement similaires à celui de la 1^{ère} vague, en intégrant toutefois quelques nouvelles questions à la marge.

Cette 2^{ème} vague de l'enquête portera sur l'ensemble de la période août 2020 – avril 2021, et couvrira donc les effets d'une éventuelle deuxième vague de la pandémie et les effets sociaux et économiques à plus long terme des mesures de prévention de la première vague épidémique. Ces nouvelles données permettront le lancement de travaux de recherche dès l'automne 2021.

Novembre 2021-Juin 2022 : terrain de la 9^{ème} vague de l'enquête SHARE. De manière évidente, soulignons qu'une forte incertitude liée au contexte sanitaire pèse sur l'ensemble du *design* de la vague 9 : modalités de collecte, calendrier exact, participation de certains pays, contenu des projets ancillaires, En voici les grands principes tels qu'ils sont arrêtés à ce jour.

Le questionnaire sera identique à celui de la 8^{ème} vague afin de pouvoir limiter le temps de préparation de l'enquête grâce à des gains de temps sur les phases de préparation méthodologique en amont : conceptualisation et traduction du questionnaire, développement des outils logiciels et des protocoles de remontée des données, réalisation des phases de test... Cette vague pourrait prolonger l'exploitation du protocole « accéléromètre » selon les mêmes modalités que celle de la 8^{ème} vague. Cette 9^{ème} vague connaîtra deux innovations principales. Premièrement, l'introduction d'un questionnaire spécifique à destination des enquêteurs administré par Internet. Deuxièmement et surtout, l'intégration au protocole SHARE d'un outil de mesure des fonctions cognitives par questionnaire appelé HCAP (*Harmonized Cognitive Assessment Protocol*), développé dans le cadre de l'enquête HRS sur le vieillissement aux US. Ce questionnaire spécifique HCAP ne sera intégré à SHARE que dans 5 pays pilotes, dont la France, et permettra des analyses comparatives robustes entre Europe et US sur cette dimension de la cognition.

Novembre 2023-Juin 2024 : 10^{ème} vague de l'enquête SHARE. Cette 10^{ème} vague sera théoriquement la dernière du projet SHARE dans sa forme actuelle. Elle devrait reprendre les outils de questionnaire classiques (posés au cours des vagues précédentes), en y intégrant toutefois des nouveautés sur les thèmes suivants : soins dentaires, habitudes de consultation du médecin généraliste, auto-perception du vieillissement ("*ageing awareness*"), habitudes de sommeil, ...

Après 2024 : SHARE 2.0 ? Une réflexion est actuellement en cours sur les possibilités de prolongement et de modernisation du projet SHARE sous une forme méthodologique renouvelée et selon des modalités de collecte et de financement restant à définir.

Diffusion/communication des résultats

Stratégie d'ensemble du projet SHARE

Le premier produit brut du projet SHARE sont les données, dont le processus de diffusion est décrit ci-dessous.

Des données largement accessibles au public, structurées et bien documentées incitent les universités et les instituts de recherche à effectuer des analyses de fond et multiplient ainsi la valeur de l'important investissement que représente la collecte de données. C'est pourquoi la philosophie de SHARE consiste à partager les données collectées avec l'ensemble de la communauté scientifique dès que cela est techniquement possible.

Plus précisément, la politique de diffusion adoptée prévoit un accès gratuit, rapide et pratique aux utilisateurs scientifiques du monde entier, sous réserve d'un engagement écrit à respecter les conditions d'utilisation de SHARE et les lois/règlements relatifs à la protection des données et, d'autre part, d'une description précise des objectifs des travaux menés à partir des données. En règle générale, les données d'abord sont mises à disposition aux équipes partenaires sous une forme préliminaire environ 6 mois après la fin du terrain, puis une seconde version nettoyée et documentée des données est fournie à l'ensemble de la communauté environ un an plus tard.

Le second niveau de production issue de SHARE est constitué par les résultats scientifiques obtenus via l'utilisation des données précédemment mises à disposition. Le principal outil de communication de ces résultats scientifiques est bien sûr la publication dans les revues scientifiques. Cependant, un transfert de connaissances efficace doit être un dialogue à double sens qui va au-delà de ce modèle de diffusion à sens unique où les résultats de la recherche ne sont communiqués aux décideurs politiques et aux parties prenantes que dans les toutes dernières phases du projet de recherche. Depuis ses débuts, SHARE a plutôt encouragé un processus de retour d'information à double sens, dans lequel les utilisateurs ont enrichi l'enquête SHARE de leurs idées de fond et de leurs suggestions méthodologiques. L'assise qui rend ce processus de retour d'information possible est constituée par les nombreux réseaux formels et informels des participants à ce projet qui existent déjà, de sorte que ce processus peut être initié au fil de l'eau, dès la conception des questionnaires et, en tout état de cause, avant la mise à disposition concrète des données au public.

Le vieillissement de la population et son impact sur les finances publiques en Europe et dans le monde sont communément décrits dans une perspective essentiellement négative, déterminée par le fardeau du financement des retraites et des soins de santé dans de nombreux pays ainsi que par la vision conventionnelle du vieillissement individuel comme une période d'accélération des déficits cognitifs, des troubles de la santé et des limitations d'activité.

Tout en reconnaissant à l'évidence l'importance de ces défis du vieillissement des individus et de la population, le projet SHARE ne se positionne pas dans cette perspective exclusive, selon laquelle la gestion de ces défis dominerait les évolutions futures des travaux sur le vieillissement. Au contraire, la diffusion dans le cadre de SHARE est fondée sur le principe que les nouvelles connaissances soutiendront les processus et les politiques innovants qui ont le potentiel d'améliorer les conditions de vie futures et de garantir que la longévité et le vieillissement de la population ne deviennent pas une menace pour le développement économique et social.

Dans une large mesure, l'opinion négative sur le vieillissement est fondée sur des préjugés et des perceptions obsolètes, tandis que les améliorations structurelles de santé, de longévité, de

cognition et de productivité chez les personnes âgées sont souvent mal connues et mal comprises par le grand public. Le transfert de connaissances et une communication efficace entre la communauté scientifique et les décideurs demeurent donc d'une importance vitale pour l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, où les résultats de la recherche peuvent et doivent être utilisés comme des apports importants dans la décision publique. SHARE établit un dialogue bidirectionnel sur le transfert de connaissances, afin de stimuler l'engagement des parties prenantes en faveur des pratiques d'innovation sociale et politique. La diffusion des résultats de la recherche est une condition essentielle pour renforcer leur impact dans la pratique grâce à un dialogue permanent entre les décideurs politiques et les partenaires de la recherche. Pour gérer ce processus de retour d'information et le structurer par des événements réguliers pour les différentes parties prenantes, un certain nombre d'opérations et de missions sont définies dans le cadre de SHARE (détaillé ci-dessous).

L'objectif de ce plan est de faire correspondre au mieux les outils de diffusion avec les destinataires de ces actions de diffusion. L'équipe SHARE veut s'assurer non seulement que les résultats sont diffusés à un très large public, mais aussi que des messages spécifiques atteignent bien les communautés-cibles spécifiques du monde de la recherche et de la décision publique. Comme ce projet adopte le point de vue selon lequel les destinataires des connaissances doivent être impliqués dans toutes les étapes de ce programme de travail, cela apportera une valeur ajoutée à la pertinence des études analytiques basées sur les données collectées au cours de ce projet. Cet engagement soutenu des parties prenantes est également crucial pour l'impact potentiel des résultats de recherche du projet sur la pratique, l'écho et la portée concrète des résultats d'une étude étant favorisés lorsque les décideurs participent à la planification de l'étude et à la définition des orientations scientifiques dès le début.

Les objectifs spécifiques du plan sont ainsi les suivants :

1. communiquer les résultats de SHARE aux personnalités clés de l'économie et de la société ;
2. fournir une connaissance générale et une prise de conscience des conséquences à long terme de la transition démographique sur les finances publiques et de ses multiples interactions avec la croissance économique ;
3. fournir des connaissances spécifiques et sensibiliser à l'importance des investissements dans l'éducation et la santé pour maintenir la productivité dans une société vieillissante - en soulignant que la productivité sera le principal moteur de la croissance économique future en Europe et donc des finances publiques ;
4. améliorer la qualité du débat politique en dépassant les préjugés, en mettant l'accent sur une conception des politiques fondée sur des données probantes et en préconisant une approche équilibrée entre les défis et les chances d'une société vieillissante ;
5. créer un dialogue entre les chercheurs et les décideurs politiques pour surmonter la mentalité de cloisonnement ;
6. insister, notamment auprès des jeunes chercheurs et aux jeunes décideurs, sur l'idée simple selon laquelle le vieillissement de la population concerne tous les âges de notre société, et pas seulement les personnes âgées elles-mêmes ;
7. contribuer aux progrès scientifiques dans la construction de modèles économiques et à leur calibration par rapport aux données réelles ;
8. promouvoir l'utilisation des données SHARE dans les travaux d'évaluation des politiques ;
9. mettre en place un cadre de recherche solide pour les travaux sur le vieillissement et son impact sur les politiques publiques destinées aux jeunes chercheurs ;

10. développer et maintenir une participation suffisante aux enquêtes par une communication régulière auprès les répondants ;
11. assurer une bonne communication interne entre pays, entre équipes en charge de la production, du développement méthodologique et de la démarche scientifique, pour faciliter le travail sur SHARE et la diffusion des données.

Cible	Outils de communication/dissémination	Objectifs
Décideurs politiques des institutions européennes et nationales, des organisations internationales, des gouvernements locaux	Site web, bulletins d'information, conseils politiques, mise à disposition de données et soutien aux utilisateurs, conférences politiques.	1, 2, 3, 4, 5, 8
Média et grand public	Interviews, articles de chercheurs, communiqués de presse, bulletins d'information, site web, médias sociaux, événements de sensibilisation.	1, 2, 3, 4
Communauté scientifique	Publications dans des revues, conférences scientifiques, documentation de données, documents de travail, soutien aux utilisateurs et ateliers, bulletin d'information, site web, blog SHARE, médias sociaux.	5, 7, 8
Répondants	Site web, brochures de résultats, courriers réguliers, incitations diverses.	10
Jeunes chercheurs	Cours d'été à l'université internationale de Venise, soutien aux utilisateurs et ateliers.	6, 9
En interne	Bulletin d'information, site web, conférences, soutien aux relations publiques dans les différents pays.	11

Contribution de l'équipe SHARE-France à la recherche et la diffusion

L'équipe SHARE-France s'efforce de prendre part à cet ambitieux plan de diffusion/communication des résultats de l'enquête, à la fois en répondant favorablement aux demandes de valorisation de SHARE-Central et en développant ses propres initiatives de recherche scientifique et de valorisation des travaux au niveau national.

Au niveau de la valorisation européenne et internationale de l'enquête, notre équipe compte maintenir son apport aux sollicitations qu'elle reçoit. Dans les prochains mois, nous allons contribuer au manuel de méthodologie de la 8^{ème} vague de l'enquête qui permet de fournir un soutien aux utilisateurs, qu'ils soient novices ou expérimentés. L'équipe SHARE-France sera en charge de décrire les modifications structurelles apportées au module « *Health Care* » sur l'accès aux soins. Ce volume méthodologique sera publié en décembre 2021, lors de la mise à disposition des données de la 8^{ème} vague de l'enquête.

Par ailleurs, peu de temps après la mise à disposition interne des données, un ouvrage de premiers résultats intitulé « *First Result Book* » est publié après chaque vague. Nous souhaitons

continuer à faire des propositions d'articles pour cet ouvrage comme c'était le cas pour celui de la 7^{ème} vague de l'enquête dans lequel 2 articles signés par des membres de l'équipe SHARE-France ont été publiés.

Par ailleurs, l'équipe SHARE-France a lancé plusieurs travaux de recherche autour des thématiques suivantes en lien avec les données *ad hoc* SHARE-COVID19 : les difficultés d'accès aux soins durant la pandémie, l'accroissement de la vulnérabilité économique et des inégalités sociales de santé, et les modalités de logement et de cohabitation des personnes âgées pour faire face aux contraintes de la pandémie et du confinement.

Pour contribuer à la recherche sur l'impact de la COVID19, l'équipe SHARE international a soumis une proposition de numéro spécial au *European Journal of Ageing* (EJA) en septembre 2020. Ce numéro spécial sera basé sur les données du travail de terrain complémentaire de la 8^{ème} vague de SHARE-COVID19 et axé sur l'impact social, sanitaire et économique de la pandémie dans une perspective internationale. Notre équipe a soumis deux propositions de publication qui ont été retenues pour ce numéro spécial :

- “*Cumulative effects of economic and health-related vulnerabilities on health inequality in times of COVID19 pandemic among the 50+ in Europe*” (Louis Arnault, Florence Jusot, Thomas Renaud) ;
- “*Housing conditions, living arrangements, and health evolution of the 50+ in the first months of the COVID19 epidemic in Europe: first exploration from SHARE*” (Anne Laferrière, Eric Bonsang, Pedro Mira).

Par ailleurs, une recherche en cours sur la vulnérabilité a été acceptée pour présentation aux 42^e Journées des Economistes de la Santé Français : « *Le cumul des vulnérabilités cliniques, socio-économiques et relationnelles pendant l'épidémie de COVID19 en France* » ; Louis Arnault, Florence Jusot, Thomas Renaud ; JESF, 2-4 Décembre 2020, visioconférence.

Enfin, d'autres travaux de recherche vont être menés par l'équipe SHARE-France via le financement reçu par les équipes pays SHARE de la part de la Commission Européenne dans le cadre de l'initiative “*Coronavirus Global Response*” du programme Horizon 2020 (voir page 2). Ces travaux devraient porter en particulier sur des problématiques en lien avec l'aide reçue par les personnes âgées dépendantes : difficultés d'accès à l'aide et aux soins à domicile, nouveaux besoins d'aide logistique, technologique et financière, solidarités intergénérationnelles à l'épreuve de la pandémie, etc.

Au niveau national, l'équipe SHARE-France s'inscrit dans la lignée de ce qui a été fait pour les vagues précédentes, en maintenant sa contribution aux différentes activités de valorisation et de transfert de connaissances, portées au niveau scientifique à la fois par l'Université Paris-Dauphine et par la TGIR PROGEDO dans le cadre de ses missions de valorisation des grandes enquêtes internationales (cf. Annexe 2, rayonnement scientifique).

Actions de promotion et de visibilité de l'enquête :

- Présentation de l'enquête à l'école d'automne du GIS ILVV (du 18 au 20 novembre 2020).
- Accueil d'étudiants de Master 2 et d'internes de santé public pour des stages de recherche

- Séminaires de recherche dans le cadre du Master 2 107 « Économie de la santé » de l'université Paris-Dauphine autour de l'enquête Share
- Présentation de l'enquête et des travaux associés aux Plateforme Universitaire de Données (PUD) lors de semaines Data SHS : à Nanterre le 7 Décembre 2020, en visioconférence pour les PUD de Saint-Etienne et de Rennes le 11 Décembre 2020.

Présentations de résultats scientifiques :

- Organisation de journées SHARE accueillant des chercheurs travaillant sur les données de l'enquête ou sur des thématiques liés au vieillissement. Le contexte actuel pourrait nous amener à organiser des séminaires à distance où en faible nombre.
- Présentations d'articles scientifiques lors de conférences/workshop

Annexe 1 : les livrables

- Bilan complet des résultats de l'enquête

SHARE Wave 8 – Fieldwork Monitoring Report – Nr. 11



Karin Schuller, Gregor Sand, Jeny Philip, Nora Angleys, Annette Scherpenzeel – Max Planck Institute for Social Law and Social Policy

Publication date: **27 March 2020**

Reference date of data version (synchronization of Sample Control): all interviews exported until 24 March 2020

Content

Introduction	2
Executive summary	3
1. Fieldwork progress	7
1.1. Panel samples	7
1.1.1. Contacting households	7
1.1.2. Household cooperation and response rate	9
1.1.3. Individual participation	12
1.2. Refreshment samples	15
1.2.1. Contacting households	15
1.2.2. Household cooperation and response rate	17
2. Total number of interviews	19
3. Active interviewers	22
4. Accelerometer Study	23
5. Dates to export the Sample Control to Centerdata	23
Appendix – Country statistics at calendar week 12, 2020 (all interviews synchronized until 24 March 2020)	24



Introduction

Dear SHARE colleagues,

I hope that you and your families are healthy and doing well. This report will be the last for a while. We now have almost 56.000 interviews from wave 8. However, since Monday 23 March, fieldwork in all countries has been suspended. We will have to see if, when and how we will be able to go on with data collection for wave 8. This report gives you an overview of the state of fieldwork before the suspension of data collection.

Feel free to contact us in case of questions or remarks.

Best regards and stay healthy!

Karin Schuller & colleagues at SHARE-ERIC, Munich

Executive summary

Panel Samples:

- Regarding contact attempts: only Switzerland, France and Sweden have sufficient contact attempt rates so far. Most of the countries attempted to contact about two thirds of their sample. Belgium (FR) and Hungary attempted to contact less than half of their sample.
- Regarding response rates:
 - o No country reached our goal response rate in subsample A1 yet, Switzerland and Germany are closest,
 - o Lithuania and Slovakia are closest to reach the goal response rate of subsample A2,
 - o Greece and the Netherlands reached the goal response rate of subsample C.

SHARE Wave 8 – Fieldwork Monitoring Report – Nr. 11



Table 1. Overview fieldwork in panel samples by country (in %)

	Rate attempted households	Contact rate	Response rate A1	Response rate A2	Response rate C
AT - Austria	57	54	49	Na	11
BE - Belgium (FR)	43	39	30	Na	5
BE - Belgium (NL)	70	61	49	Na	12
BG - Bulgaria	91	85	Na	70	Na
CH - Switzerland	99	98	80	Na	20
CY - Cyprus	63	57	Na	43	Na
CZ - Czech Republic	82	76	65	Na	15
DE - Germany	94	92	77	Na	12
DK - Denmark	87	84	64	Na	11
EE - Estonia	77	70	61	Na	15
EG - Girona	87	79	35	Na	8
ES - Spain	76	70	52	Na	12
FI - Finland	92	86	Na	59	Na
FR - France	98	88	72	Na	12
GR - Greece	95	84	58	Na	40
HR - Croatia	65	60	53	30	18
HU - Hungary	54	52	47	Na	13
IL - Israel	60	57	43	22	15
IT - Italy	70	62	47	Na	8
LT - Lithuania	96	90	Na	73	Na
LU - Luxembourg	83	78	69	Na	10
LV - Latvia	74	71	Na	61	Na
MT - Malta	81	78	Na	63	Na
NL - Netherlands	90	84	57	Na	26
PL - Poland	70	60	54	43	16
RO - Romania	74	73	Na	70	Na
SE - Sweden	99	93	71	Na	20
SI - Slovenia	67	64	63	Na	17
SK - Slovakia	85	85	Na	73	Na

Refreshment samples:

- Regarding contact attempts: only Switzerland and Sweden have very advanced contact attempt rates
- Regarding response rates: Israel reached the goal response rate, the rest of the countries is more or less far away from that goal.

Table 2. Overview fieldwork in refreshment samples by country (in %)

	Rate attempted households	Contact rate	Response rate
AT - Austria	35	25	5
BE - Belgium (FR)	20	16	4
BE - Belgium (NL)	45	30	8
BG - Bulgaria	Na	Na	Na
CH - Switzerland	97	75	20
CY - Cyprus	Na	Na	Na
CZ - Czech Republic	28	23	8
DE - Germany	67	53	8
DK - Denmark	80	72	20
EE - Estonia	60	49	23
EG - Girona	Na	Na	Na
ES - Spain	0	0	0
FI - Finland	0	0	0
FR - France	74	57	16
GR - Greece	Na	Na	Na
HR - Croatia	27	21	9
HU - Hungary	51	45	21
IL - Israel	63	61	47
IT - Italy	Na	Na	Na
LT - Lithuania	Na	Na	Na
LU - Luxembourg	Na	Na	Na
LV - Latvia	50	41	24
MT - Malta	Na	Na	Na
NL - Netherlands	Na	Na	Na
PL - Poland	63	48	14
RO - Romania	Na	Na	Na

SHARE Wave 8 – Fieldwork Monitoring Report – Nr. 11



SE - Sweden	96	76	13
SI - Slovenia	41	33	11
SK - Slovakia	Na	Na	Na



1. Fieldwork progress

As in previous waves, we separate all indicators by the two types of samples we have: refreshment or baseline samples, and panel samples. For each type of sample a set of indicators is graphed against the calendar week to visualize fieldwork progress over time.

1.1. Panel samples

1.1.1. Contacting households

Figure 1 below shows, by country, the fraction of households in the longitudinal gross sample where a contact was attempted, i.e. all households where either an interviewer reported a contact attempt but was unable to actually contact anybody or where a contact was successful.



Figure 1. Fraction of panel households with contact attempts by country

Figure 2 below shows contact rates broken down for countries. This contains contact attempts which resulted in an actual contact. By definition, this may also include households with at least one complete interview.

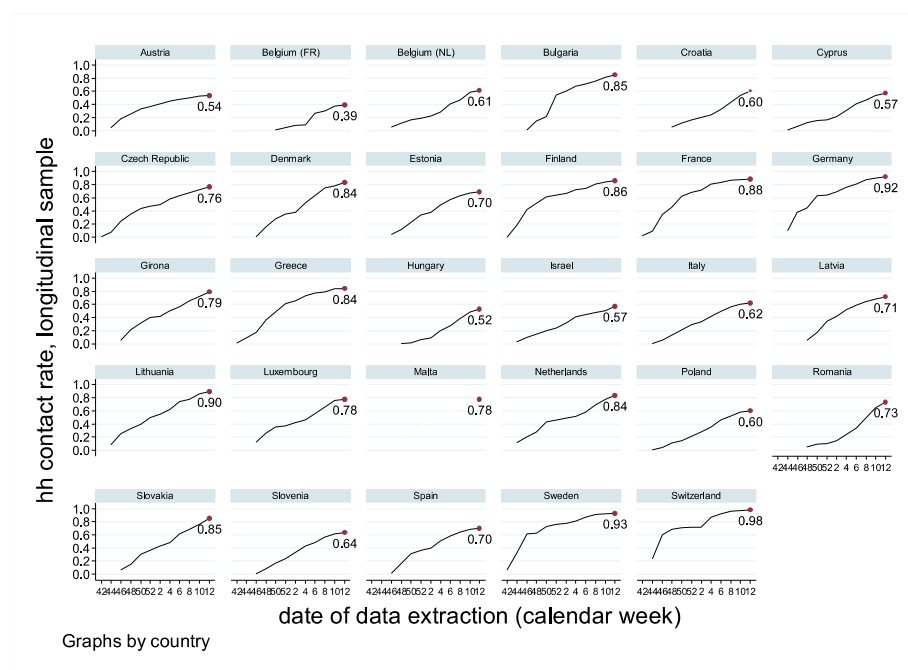


Figure 2. Contact rate of panel households by country

1.1.2. Household cooperation and response rate

The following three figures show the cooperation rate of the subsamples (A1, A2 and C – Figure 3, 4 and 5, respectively), i.e. the rate of contacted households that have at least one completed interview.

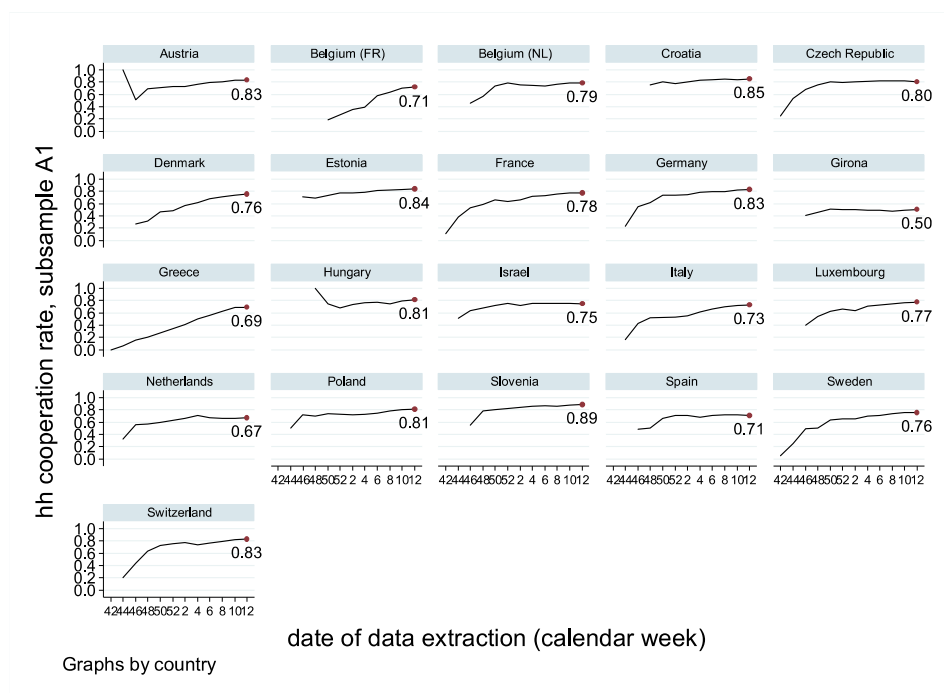


Figure 3. Cooperation rate of panel households in subsample A1 by country by country

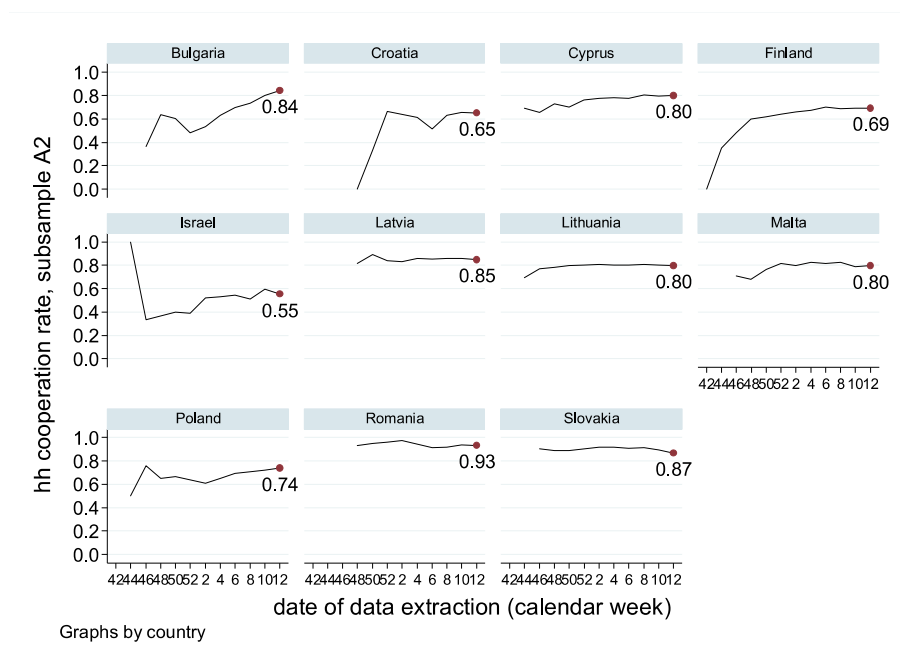


Figure 4. Cooperation rate of panel households in subsample A2 by country

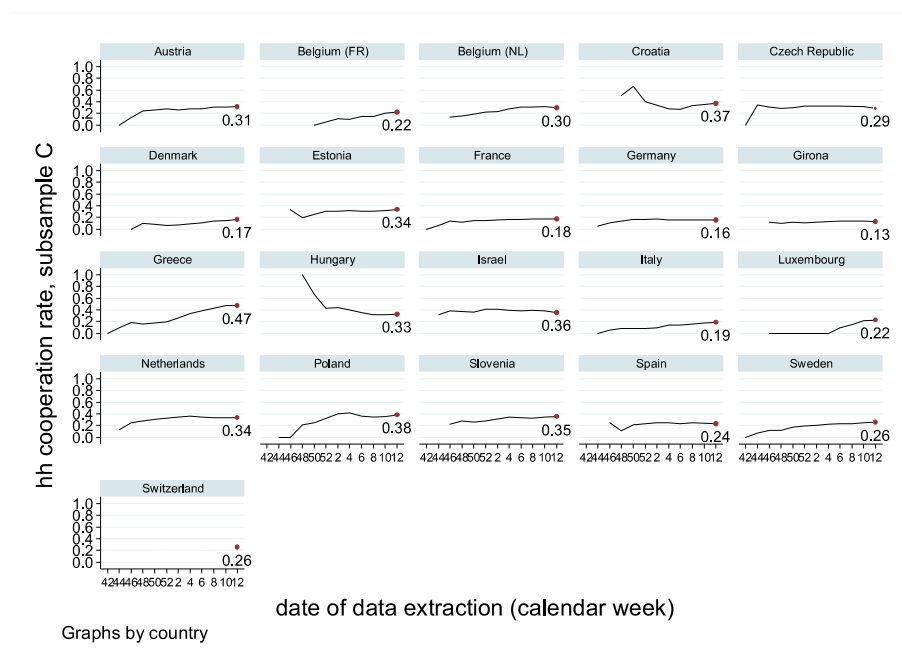


Figure 5. Cooperation rate of panel households in subsample C by country

1.1.3. Individual participation

The Figures below show the individual retention rate of subsamples A1, A2 and C.

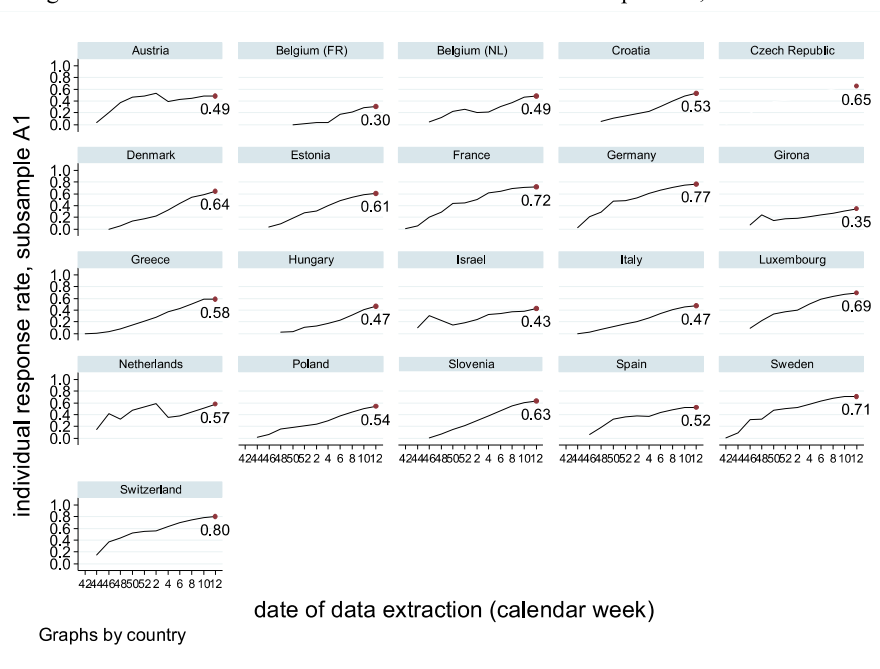


Figure 6. Individual retention rate in subsample A1

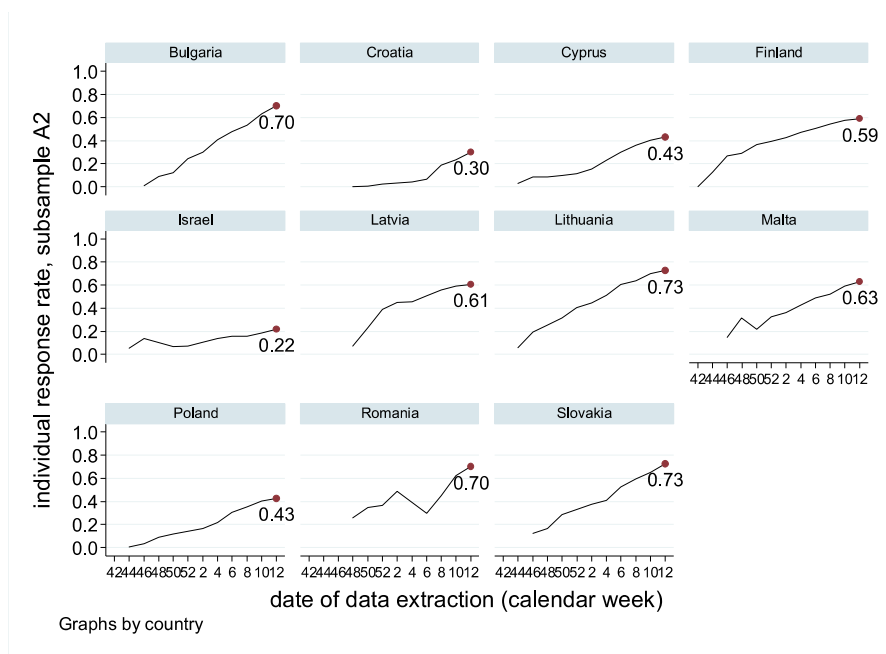


Figure 7. Individual retention rate in subsample A2

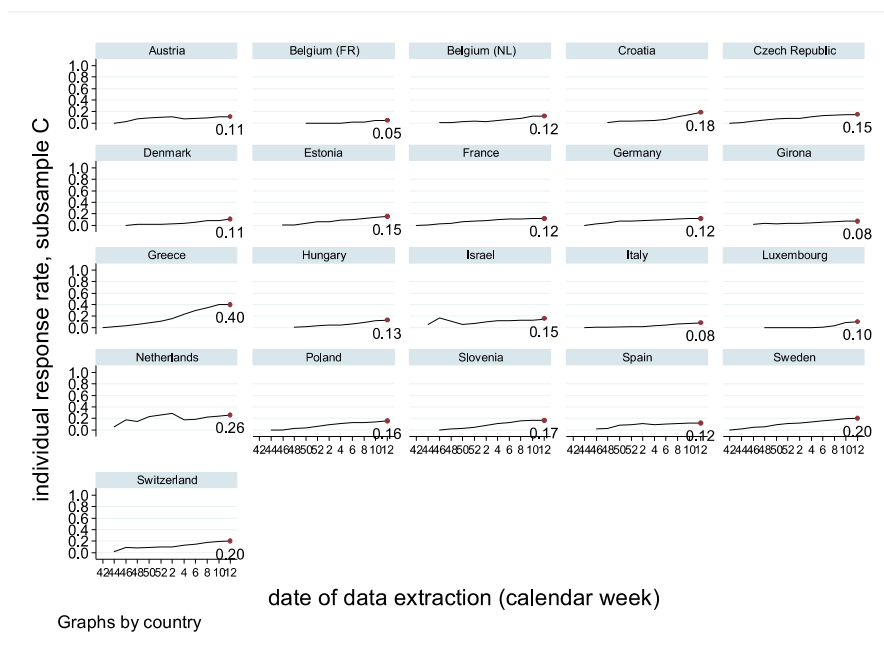


Figure 8. Individual retention rate in subsample C

1.2. Refreshment samples

1.2.1. Contacting households

Figure 9 below shows the fraction of households in the refreshment/baseline gross sample where a contact was attempted, i.e. all households where either an interviewer reported a contact attempt but was unable to actually contact anybody or where a contact was successful.

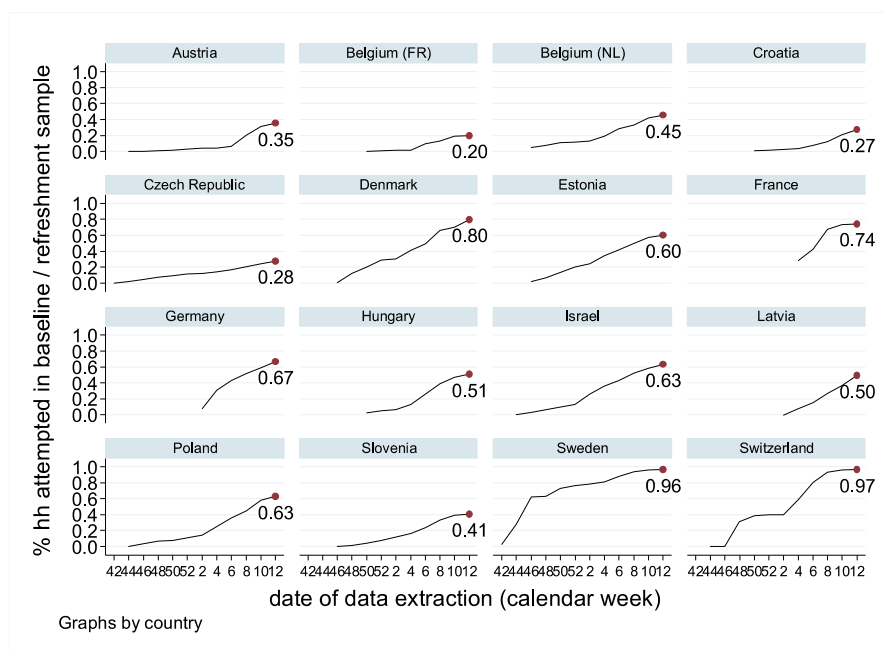


Figure 9. Fraction of refreshment/baseline households with contact attempts by country

Figure 0 below shows the rate of refreshment/baseline households that were actually contacted by an interviewer, i.e. where a contact attempt resulted in a contact. By definition, this also includes households with at least one complete interview.

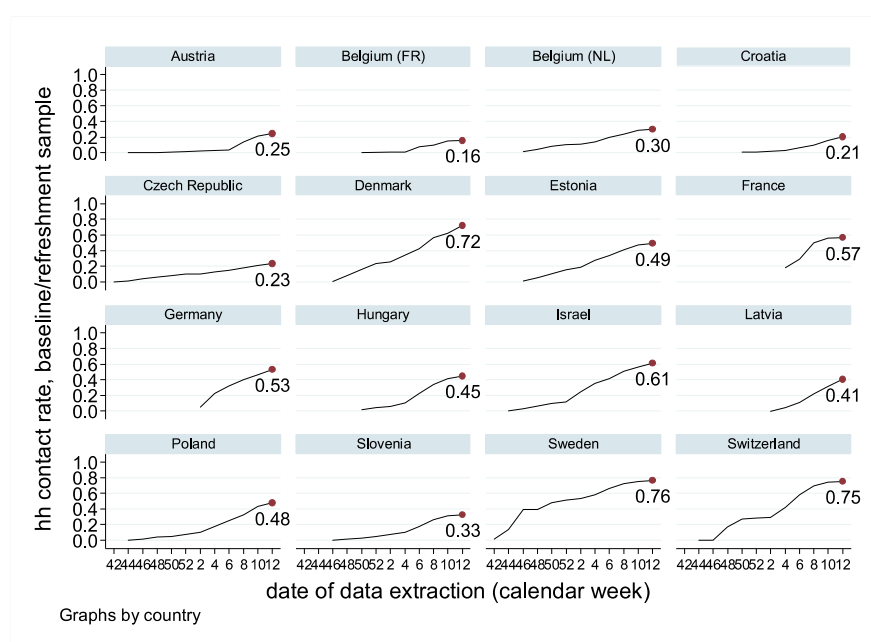


Figure 10. Contact rate of refreshment/baseline households by country

1.2.2. Household cooperation and response rate

Figure 1 shows the cooperation rate of refreshment/baseline samples, i.e. the rate of contacted households that have at least one completed interview.

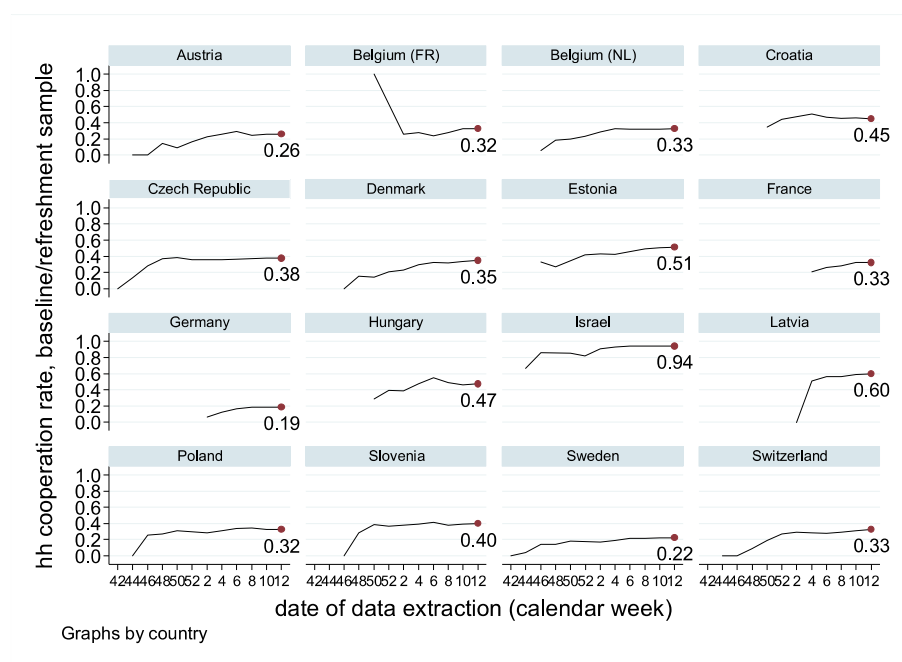


Figure 11. Cooperation rate of refreshment/baseline households by country

Figure 12 shows the individual response rate of the refreshment/baseline sample.

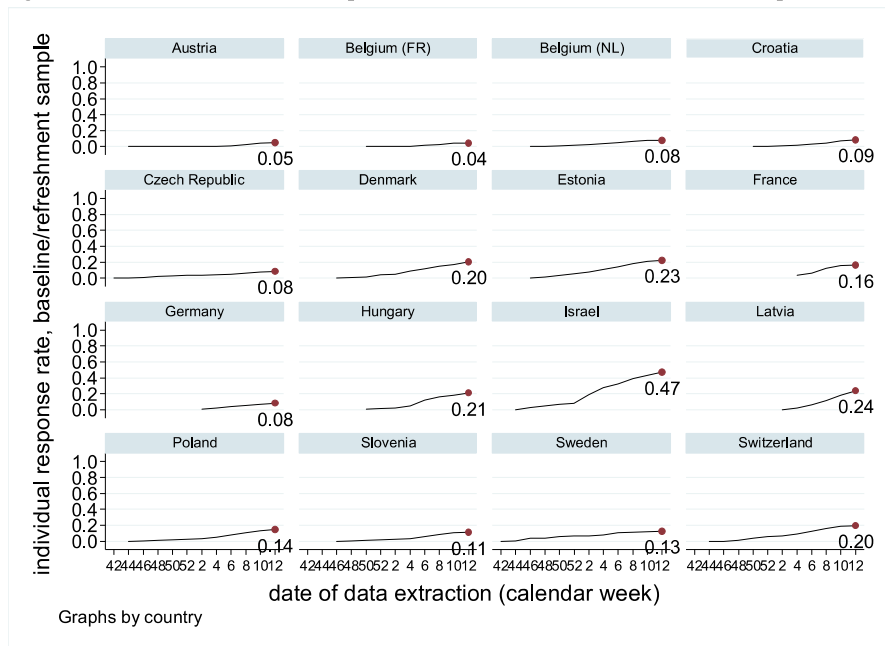


Figure 12. Individual-level response rate of baseline/refreshment samples by country

2. Total number of interviews

Figure 3 displays the total number of completed interviews in the panel samples, Figure 14 the total number of completed interviews in baseline/refreshment samples. Figure 5 shows the sum of both samples over time.

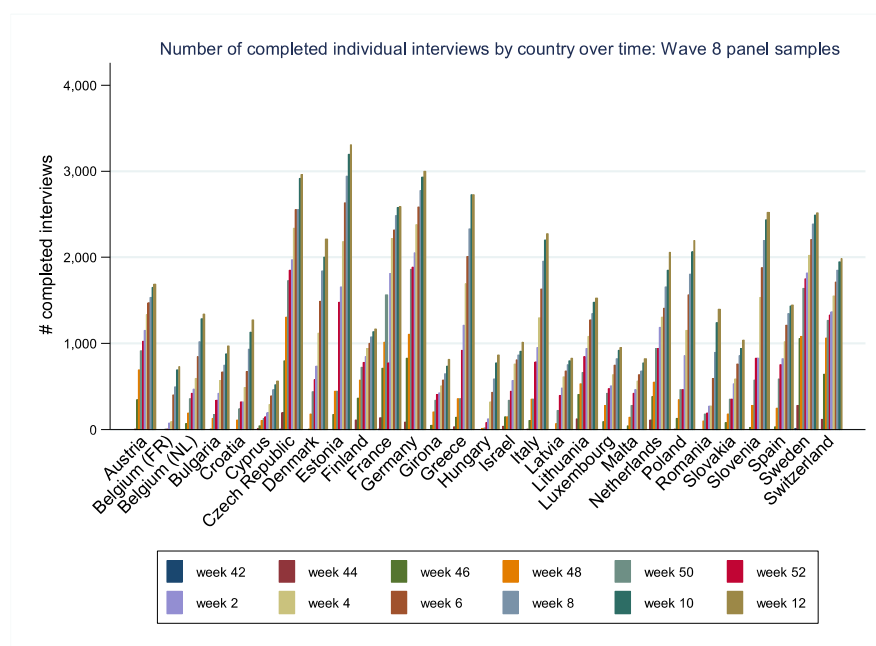


Figure 13. Total number of completed panel interviews

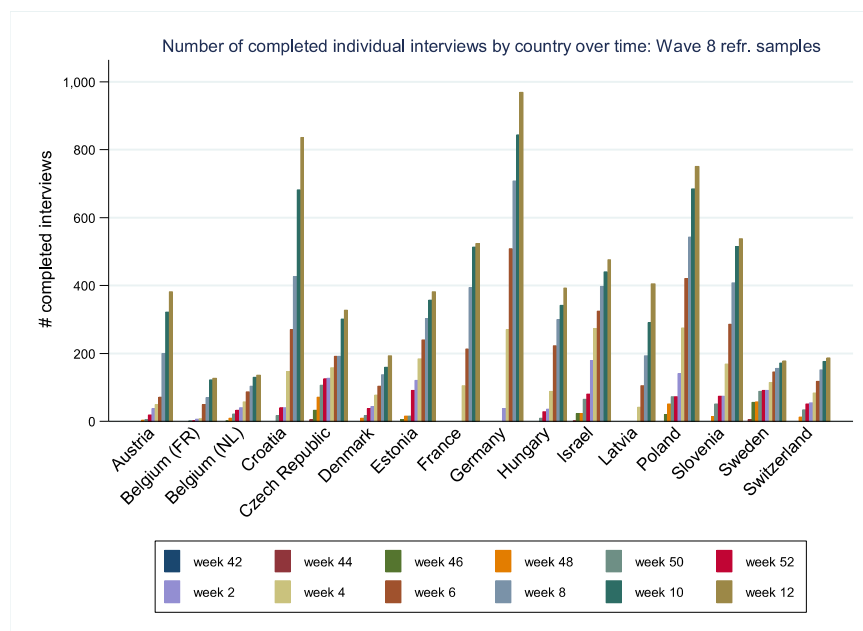


Figure 14. Total number of completed refreshment/baseline interviews

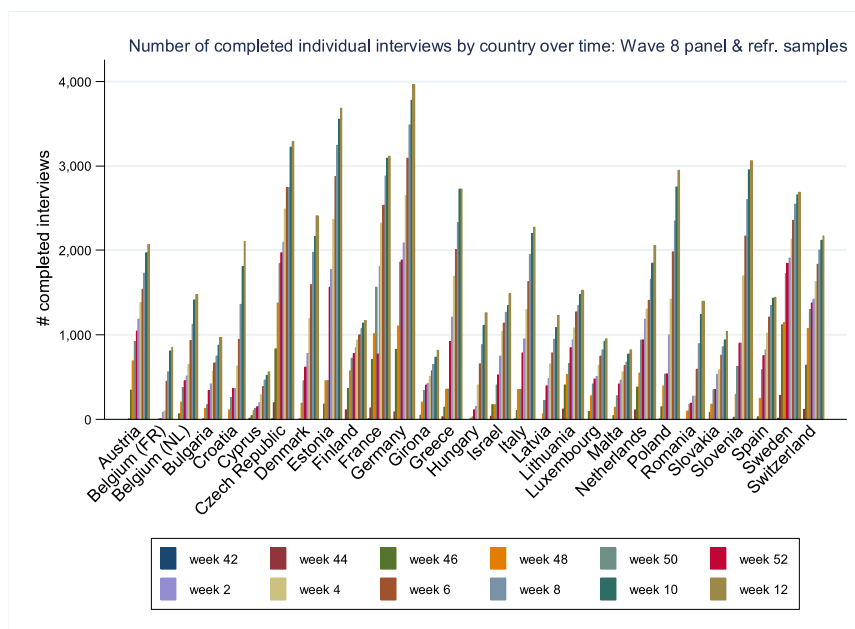


Figure 15. Total number of completed interviews (panel and refreshment samples combined)

3. Active interviewers

The rate of active interviewers reports any activity of an interviewer in the Case Control. This can be as little as a contact code to as much as a completed interview.

Figure 17 below shows the rate of active interviewers with countries sorted by size.

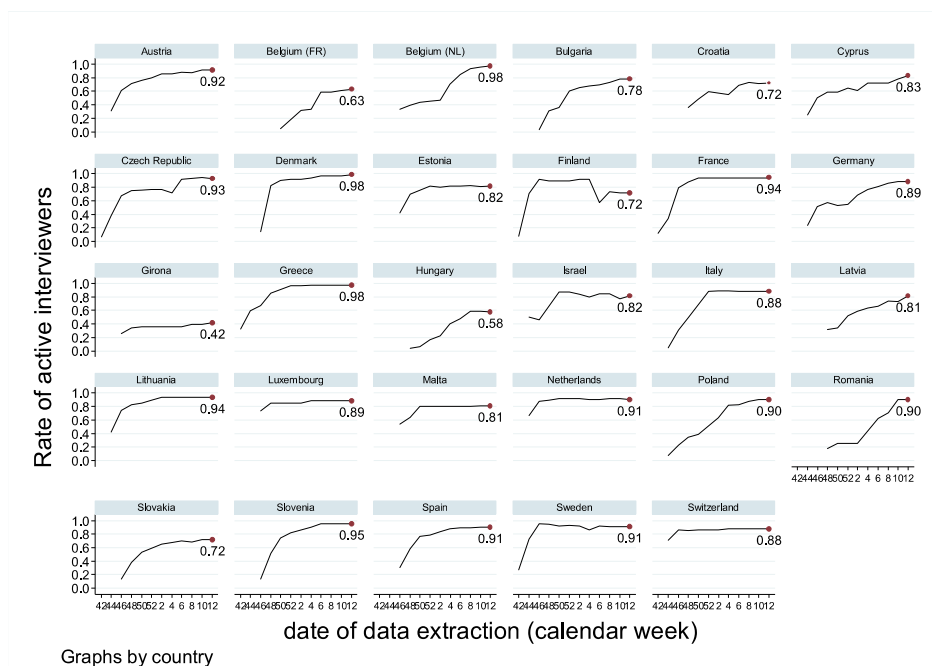


Figure 76. Rate of active interviewers over time by country

Please note that this overview shows an average of the fieldwork activity of the panel samples and of the refreshment samples.

4. Accelerometer Study

The following section summarizes the results of the AX module for those countries which implemented the collection of accelerometry data in this wave. There are currently no updates for this subsection of the study since it has been paused.

5. Dates to export the Sample Control to Centerdata

Friday, 3 April 2020

SHARE Wave 8 – Fieldwork Monitoring Report – Nr. 11



France	week 12
Baseline / refreshment sample	
Gross sample:	2449
Households attempted:	1820
Households contacted:	1386
Households estimated to be eligible:	2100.10
Households with completed coverscreen interview:	424
Households with at least one complete interview:	387
Percentage of Households attempted:	74.32 %
Contact rate:	56.51 %
Cooperation rate:	32.61 %
Household response rate:	18.43 %
Refusal rate:	20.80 %
Other non-interview rate:	17.28 %
Individual interviews:	524
Estimated average number of eligibles in hh:	1.54
Individual response rate:	16.22 %
Median number of attempts for not successfully contacted hh:	0
Number of interviewers in Sample CTRL:	135
Rate of active interviewers:	94.07 %
Longitudinal sample	
Gross sample:	3547
Households attempted:	3492
Households contacted:	3133
Households estimated to be eligible:	3531.76
Households with completed coverscreen interview:	1901
Households with at least one complete interview:	1864
Percentage of Households attempted:	98.45 %
Contact rate:	88.28 %
Cooperation rate:	59.78 %
Household response rate:	52.78 %
Refusal rate:	19.82 %
Other non-interview rate:	15.69 %
Individual interviews:	2592
Sample A:	2345
Sample A1:	2345
Sample A2:	0
Sample B:	30
Sample C:	208
Sample D:	9
Estimated average number of eligibles in hh:	1.52
Individual response rate:	48.36 %
Sample A:	71.71 %
Sample A1:	71.71 %



SHARE Wave 8 – Fieldwork Monitoring Report – Nr. 11



Sample A2:	. %
Sample B:	14.49 %
Sample C:	12.24 %
Sample D:	4.92 %
Median number of attempts for not successfully contacted hh:	2
Number of interviewers in Sample CTRL:	135
Rate of active interviewers:	94.07 %



Annexe 2 : conduite du projet

- Calendrier rétrospectif des différentes étapes/temps passé pour chaque étape
- Gouvernance et pilotage : Date et composition des copil/réunion de travail
- Tableau récapitulatif des moyens humains utilisés (nom, fonction, ETP, statut temporaire ou permanent, durée de la mission, coût chargé)
- Analyse critique des relations avec les partenaires et les prestataires éventuels.

Calendrier rétrospectif des différentes étapes du projet

Étapes	Date de début	Date de fin	Temps passé
Kick-off meeting : Ce meeting effectué à Sofia était principalement centré sur la planification des grandes étapes de la vague 8, la structure générale du questionnaire ainsi que les principales innovations prévues. Il annonçait officiellement le lancement de la 8 ^{ème} vague de l'enquête.	25/09/17	27/09/17	3 jours
Modification du module Health Care : L'équipe Française, via Florence Jusot, a été sollicitée pour assurer la responsabilité d'un des modules thématiques de l'enquête, le module <i>Health Care</i> en lien avec l'accès aux soins. A ce titre, différents travaux ont été menés par l'équipe afin d'actualiser le contenu de ce module pour la 8 ^{ème} vague de l'enquête. L'objectif étant de pouvoir étudier l'accès aux soins en mesurant notamment : • Les différents types de recours aux soins ambulatoires (généralistes, spécialistes, soins de prévention : vaccination contre la grippe, mammographie, coloscopie, examen ophtalmologique...) • Les usages de l'hôpital en urgence • Le renoncement aux soins selon le type de soins et le motif (financier ou lié à l'accessibilité aux services) • La littéracie en santé	Mai 2017	Octobre 2019	30 jours
Appel d'offre Européen : La France étant membre de SHARE-ERIC depuis Septembre 2015, l'appel d'offre n'est plus géré et émis par l'Université Paris-Dauphine mais par SHARE-ERIC. Cela permet notamment une meilleure harmonisation dans le processus de recrutement des agences de collecte et la mise en place d'un système de bonus/malus en fonction du taux de rétention (= maintien de la participation des répondants en vague précédente lors de la nouvelle vague) obtenu par l'agence de collecte. L'appel d'offre a été lancé le 15 Décembre 2017	Décembre 2017	Mai 2018	15 jours

et s'est clôturé le 29 Janvier 2018. S'en est suivie une période d'évaluation des réponses à l'appel d'offre effectuée par notre équipe avant la sélection définitive de l'agence de collecte en Mai 2018. Kantar Public (anciennement TNS Sofres) a remporté l'appel d'offre pour effectuer le terrain en France ; c'est déjà cette société qui avait assuré les terrains de l'enquête en vagues 6 et 7.			
Budget et recherche de subventions : A l'issue du processus d'appel d'offre, nous avons pu définir plus clairement le budget nécessaire à la bonne conduite de la vague 8 de l'enquête (le coût de l'agence de collecte représentant plus de 80% du budget global) et ajuster les demandes de financements auprès de nos partenaires en conséquence.	Décembre 2017	Décembre 2018	20 jours
Traductions du questionnaire et des documents : Le processus de traduction du questionnaire est le même pour tous les pays. Nous partons d'un questionnaire générique en anglais diffusé à l'ensemble des pays sur une plateforme nommé <i>Translation Management Tool</i> (TMT). Le but est de traduire d'une part les nouvelles questions ou celles ayant subi un changement de formulation et d'autre part de s'assurer qu'il n'existe pas de problèmes de traduction persistants sur les anciennes questions. Afin d'aider à la traduction, les « <i>area coordinators</i> » en charge de la modification, de l'ajout et/ou de la suppression de questions, fournissent des informations supplémentaires afin de s'assurer que chaque pays comprend l'objet de la question et dispose de toutes les informations pour les adapter et les traduire au mieux en fonction de son contexte particulier. Parallèlement à la traduction du questionnaire, les différents documents d'enquête ont également été traduits et adaptés au contexte Français : lettres-avis, déclaration sur la protection des données, fascicule enquêteur, carte-réponse, documents d'aide aux enquêteurs, ...	Février 2018	Juillet 2019	15 jours

Innovations en 8^{ème} vague : Plusieurs innovations ont été prévues pour cette nouvelle vague d'enquête. La plus significative est la mise en place d'un protocole permettant la mesure objective de l'activité physique des répondants à l'aide d'un accéléromètre. Ce protocole a été mis en place dans 10 pays (Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Estonie, France, Italie, République Tchèque, Slovaquie, Suède) auprès d'un sous échantillon de 200 personnes dans chaque pays participant. L'accéléromètre, qui est un petit appareil (dimensions : 23 x 32 x 7,6 mm ; poids : 11g) sera fixé pendant 8 jours et 8 nuits à la cuisse de certains répondants volontaires et permettra de mesurer leur activité physique. Les autres innovations concernent le questionnaire, avec l'ajout de deux modules supplémentaires, « <i>Time Expenditure</i> » qui va permettre d'obtenir des informations sur le temps passé sur 17 grandes catégories d'activités lors de la journée de la veille (tâches ménagères, soins personnels, activités avec les enfants/petits enfants, loisirs, travail...) et « <i>Saving Regrets</i> » qui s'intéresse à la perception que les répondants ont, avec leur recul, de leurs choix en matière d'épargne lorsqu'ils étaient plus jeunes (module proposé uniquement aux répondants âgés de 60 à 79 ans). Par ailleurs, certains modules déjà existants lors des précédentes vagues de SHARE ont fait l'objet d'une large refonte, comme le module « <i>Health Care</i> » (cf. supra) ou le module « <i>Cognitive Function</i> » qui contient de nouveaux tests cognitifs cherchant à identifier les difficultés en matière de praxie (dessins et reproductions de signes), de calcul (soustractions, compter à l'envers de 20 à 10), ou de mémoire sémantique (connaissance de 3 mots basiques).	Octobre 2017	Juillet 2020	20 jours
Démarches administratives de conformité, d'opportunité, et de qualité : L'équipe a effectué les différentes démarches administratives afin d'obtenir les avis et visas nécessaires au déroulement de la 8^{ème} vague de l'enquête. Par ordre chronologique, nous avons obtenu l'avis d'opportunité du CNIS le 6 Décembre 2017 valable jusqu'en 2022. Nous avons également obtenu un avis favorable de la part du comité du secret le 28 Juin 2019 afin de pouvoir demander un échantillon de rafraichissement à l'Insee qui soit transmis à l'agence de collecte. Nous avons obtenu le 5 Août 2019 le label d'enquête statistique d'intérêt général auprès du CNIS. Afin de pouvoir mettre en œuvre le protocole « accéléromètre », nous avons dû solliciter l'autorisation d'un Comité de Protection	Décembre 2017	Septembre 2019	20 jours

des Personnes (CPP), qui a été délivré le 29 Août 2019. Nous avons finalement pu effectuer la déclaration complète auprès de la CNIL après avis favorable du CPP, obtenu le 27 Septembre 2019.			
Drop-Off : Chaque équipe pays a la possibilité, en plus du questionnaire classique SHARE, d'élaborer un questionnaire papier auto-administré, appelé « <i>drop-off</i> », spécifique à leur pays. Le nombre de question est limitée à 5 pages et le contenu des questions doit être en lien avec les objets d'études de SHARE. Dans le cadre de la 8^{ème} vague, nous avons décidé de mettre en place ce questionnaire supplémentaire. Le drop-off est remis directement par l'enquêteur au répondant à la fin du questionnaire SHARE, rempli en 10 minutes environ. Les 2 principaux thèmes abordés dans le <i>drop-off</i> français sont : • Une description détaillée de la complémentaire santé : type, montant des primes, personnes couvertes, satisfaction • Une mesure des préférences temporelles et des caractères « d'aversion » (au risque, à l'ambiguïté...) Nous espérons ainsi pouvoir évaluer les politiques publiques récentes en France (CMU, ACS, ANI) et plus généralement étudier les déterminants comportementaux de la demande d'assurance santé et dépendance.	Mars 2018	Juillet 2020	15 jours
Phases de test : Chaque pays doit effectuer deux tests de collecte « en situation réelle » avant de pouvoir débiter le terrain principal de l'enquête. Ces tests, qui ont pour objectif d'obtenir le recueil d'information auprès de 100 personnes ont eu lieu en Juin/Juillet 2018 pour le premier test (<i>pré-test</i>) et en Avril/Mai 2019 pour le second test (<i>field rehearsal</i>). Avant chaque phase de test, les équipes pays ainsi que les agences de collecte suivent conjointement une formation dispensée par SHARE-Central qui se nomme « <i>train the trainer</i> » (TTT) et qui a pour objectif d'harmoniser la méthodologie de formation entre tous les pays. Les TTT ont eu lieu à Munich, du 13 au 15 Juin 2018 pour le pré-test et du 20 au 22 Mars 2019 pour le <i>field rehearsal</i>. A la suite de cette formation générale, des sessions nationales de formation ont pu être effectué en France (20-21 Juin 2018 pour le premier test et 4-5 Avril 2019 pour le second test). Ces tests sont cruciaux pour plusieurs raisons. Ils permettent notamment de tester la longueur du questionnaire ainsi que sa compréhension par les répondants, mais également de découvrir des bugs	Pré test : Juin/Juillet 2018	Field Rehearsal : Avril/Mai 2019	15 jours

potentiels dans le CAPI ou lors de la synchronisation des remontées d'informations vers le CentERdata. Des bilans de chacun des tests ont eu lieu, d'ailleurs au niveau national entre Paris-Dauphine et Kantar, puis au niveau européen avec des réunions de restitution organisées à Riga après le premier test (5-7 Septembre 2018) et à Budapest après le second test (20-21 Septembre 2019).			
Échantillon de rafraichissement : Afin d'une part de conserver une représentativité transversale de la population des plus de 50 ans et d'autre part de conserver une taille d'échantillon suffisante, il était nécessaire d'effectuer un rafraichissement de l'échantillon, le dernier avait été effectué lors de la vague 6 (en 2015) sur un échantillon de base de 845 ménages pour un total de 316 entretiens réalisés. L'INSEE effectue le tirage de ménage comprenant au moins une personne âgée de plus de 50 ans sur la base du recensement de la population. L'objectif pour la 8 ^{ème} vague de l'enquête est de réaliser a minima 1 000 entretiens sur l'échantillon de rafraichissement. L'équipe a donc produit une note méthodologique d'expression de besoin auprès de l'INSEE qui fournira à notre agence de collecte, et compte tenu des hypothèses choisies, un premier échantillon de 2 500 fiches adresses de ménages puis, le cas échéant, 2 échantillons de réserve de 500 adresses chacun.	Avril 2019	Décembre 2019	20 jours
Formations enquêteurs pour le terrain principal : De manière similaire aux tests effectués en 2018 et 2019, nous avons effectué les formations des enquêteurs pour le terrain principal. Au préalable, un travail d'ampleur de refonte du planning et du contenu des formations a été piloté par l'équipe SHARE-France. Compte tenu du nombre d'enquêteurs retenus par l'agence de collecte (135) et de notre volonté d'organiser des sessions de formations de taille réduite (10-15) et dans des zones proches des enquêteurs, un total de 10 sessions de formations se déroulent entre le 10 Octobre et le 8 Novembre dans différentes villes (Paris x 5, Lyon x 2, Marseille, Bordeaux et Rennes). En amont de ces sessions nationales, nous avons assisté, accompagnés de l'agence de collecte, à une session de « formation des formateurs » à Francfort du 30 Septembre au 02 Octobre 2019, à la formation des formateurs.	10 Octobre 2019	8 Novembre 2019	20 jours
Terrain principal de l'enquête : Collecte des données auprès de plus de 3100 individus en France (2600 issus de l'échantillon longitudinal et 525 issus de l'échantillon de rafraichissement) et 56 000 individus en Europe.	Octobre 2019	Mars 2020	Réalisé par Kantar Public

Suivi du terrain : analyse des reportings hebdomadaire, bilan de fin de terrain.	Octobre 2019	Juillet 2020	15 jours
Réunion européenne de mi-terrain à Helsinki : point d'étape pour comparaison avec les autres pays européens. Le meeting fut annulé à cause de l'épidémie de COVID19 et remplacé par un web meeting.	1 ^{er} Avril 2020	3 Avril 2020	3 jours
Réflexion sur l'opportunité d'effectuer une enquête spécifique à la COVID19 : sous l'impulsion du management board les différentes équipes pays ont été amenées à réfléchir à la faisabilité d'une enquête spécifique à la pandémie de COVID19 auprès de l'échantillon de SHARE.	Mars 2020	Avril 2020	10 jours
Préparation du questionnaire SHARE-COVID19 : les responsables des différents modules du questionnaire ont élaboré les questions (module accès aux soins pour l'équipe Française).	Avril 2020	Avril 2020	10 jours
Traduction du questionnaire SHARE-COVID19 : Traduction du questionnaire générique en Français.	Avril 2020	Avril 2020	3 jours
Phases de test : Les équipes pays ont effectué des tests du logiciel pour la passation du questionnaire COVID19.	Mai 2020	Mai 2020	3 jours
Contractualisation : préparation du contrat et du budget de l'enquête SHARE-COVID19 avec l'agence de collecte.	Avril 2020	Mai 2020	10 jours
Web-meeting SHARE-COVID19 : meeting européen de préparation et explication de l'enquête aux agences de collecte.	7 Mai 2020	7 Mai 2020	1 jour
Formations : Les traditionnels TTT (Train The Trainer) ainsi que les sessions de formations des enquêteurs se sont déroulés au début du mois de Juin. Une soixantaine d'enquêteurs ont été formés.	Juin 2020	Juin 2020	6 jours
Terrain SHARE-COVID19 : les entretiens téléphoniques ont été effectués auprès d'environ 2 200 individus en France (54 000 au total).	17 juin 2020	10 août 2020	Réalisé par Kantar Public
Apurement des données : analyse de « check-files », remarques enquêteurs afin de nettoyer les données.	Janvier 2020	Décembre 2020	10 jours à date
Publication V0 des données : base de données interne aux équipes-pays, en vue de la rédaction du First Result Book de la vague 8	Mars 2021		Pas encore réalisé
Publication du First Result Book : analyses préalables, coédition...	Décembre 2021		Pas encore réalisé
Publication V1 des données : base de données disponible à l'ensemble de la communauté scientifique sur www.share-project.org	Janvier 2022		Pas encore réalisé

Par ailleurs, de nombreuses autres missions sont assurées en parallèle au niveau Français en lien avec les travaux de recherche menés, la politique générale de valorisation de l'enquête, et la gestion des contraintes organisationnelles de production. Nous en détaillons plusieurs ci-dessous :

Rayonnement scientifique de l'enquête SHARE en France

Valorisation internationale de l'enquête

- Co-édition du First Results Book waves 6 et 7 (Juin 2019)
- Organisation du Mid-term wave 7 meeting SHARE, Nice 17-19 Mai 2017

Publications dans le « *First Results book* » SHARE vagues 6 et 7 (Juin 2019)

- Louis Arnault, Florence Jusot, Nicolas Sirven, Marie-Anne Brieu, Didier Halimi, Françoise Forette, "Persistence in inequalities of frailty at older age: A comparison of nine EU countries"
- Anne Laferrère, "End of life and palliative care in Europe: evidence from SHARE"

Organisation de conférences

- Journée SHARE-Odessa "Ageing in Place" (19 Avril 2018)
- Journée Odessa « Les défis du vieillissement en Chine : une lecture multidimensionnelle » (25 Septembre 2018)
- Partenariat avec les Journées des Économistes de la Santé Français (Paris-Descartes, 6-7 Décembre 2018 ; reconduit pour 2019)
- Journée SHARE-France « Préserver la santé au cours de la vie : entre assurances et déterminants sociaux. » (26 Mars 2019)
- Workshop SHARE-France « Recours aux soins et à la prévention pendant la pandémie de COVID19 : panorama des travaux et enquêtes ad-hoc » (2 Octobre 2020)

Présentations de travaux par les membres de l'équipe en séminaire/conférence (hors manifestations spécifiques SHARE)

- Florence Jusot, « Quelles politiques pour réduire les inégalités d'accès aux soins ? » École Thématique du CNRS Évaluation des Politiques Publiques (ETEPP) (Aussois, 22 Février 2018)
- Louis Arnault, Sandrine Juin et Anne Laferrère. "Parental Health and location choices of children", 16th annual conference on Pension, Insurance and Savings (Lisbonne, 24 Avril 2018)
- Florence Jusot, participation à la table ronde « Prévention de la dépendance : la fragilité, porte d'entrée de la dépendance ? », Symposium annuel du réseau « Économie Internationale de la Longévité » (EIDLL) et de la Chaire « Transitions démographiques, Transitions économiques » (TDTE), en collaboration avec la Caisse des Dépôts (Paris, 9 Juillet 2018)
- Florence Jusot, "Evolution of the Share HC module", 2018 EUHEA PHD-Supervisor workshop (Catane, 6 Septembre 2018)
- Constance Prieur, « Les immigrés âgés présentent-ils le même niveau de bien-être que les natifs », Séminaire LEDa-Legos (Paris, 22 Novembre 2018)
- Amélie Carrère, "Who Can Stay at Home with Elderly Care Needs? The Role of Home Care", JESF 2018 (Paris, 7 Décembre 2018).

Activités de transfert des connaissances sur l'enquête SHARE

- Séminaires de recherche dans le cadre du Master 2 107 « Économie de la santé » de l'université Paris Dauphine autour de l'enquête Share
- Accueil d'internes de santé publique : Constance Prieur
- Accueil d'étudiants de Master 2 pour des stages de recherche : Jamie O'Halloran, Adèle Lemoine, Justine Bondoux.
- Participation à des soutenances de thèse sur le vieillissement : Robin Hegé (Mars 2018) et Marianne Tenand (Juin 2018)
- Présentation de l'enquête SHARE lors de l'Assemblée Générale du GIS ILVV (13 décembre 2018)
- Enregistrement tutoriel vidéo de présentation de l'enquête SHARE (Lyon 18 Juillet 2019) : vidéo disponible sur le site SHARE France (share.dauphine.fr) et sur le site de PROGEDO (www.progedo.fr)
- Présentation de l'enquête SHARE lors des Journées d'études de données longitudinales (MISHA, PUD Strasbourg, 14 Octobre 2019)
- Présentation de l'enquête SHARE lors de l'école d'automne de l'Institut de la Longévité des Vieillessees et du Vieillissement par Anne Laferrère (Paris, 20-22 Novembre 2019)
- Colloque international sur la retraite et le vieillissement organisé par la Caisse des dépôts (Paris, 7-8 Novembre 2019) : Anne Laferrère, "Caring when you can't cure: Palliative care at the end of life in Europe"
- Workshop « Metadata management in longitudinal and international comparative studies » CDSP – Science Po (Paris, 13 Décembre 2019) : Thomas Renaud, "SHARE Data – Access, documentation and management"

SHARE User Conference

Présentations scientifiques effectuées par des enseignants chercheurs de Dauphine lors de la conférence utilisateur organisée à Budapest (19-20 Septembre 2019)

- Anne Laferrère, « Caring when you can't cure: Palliative care at the end of life in Europe »
- Clémentine Garrouste, « The health gap for the self-employed in Europe »
- Florence Jusot, « Persistence in inequalities of frailty at older age: A comparison of nine EU countries »
- Eric Bonsang, « Do gender employment gaps affect the caregiving to older individuals? Evidence from European countries »

Gouvernance et pilotage

Le fonctionnement de la gouvernance de l'enquête SHARE au niveau européen repose sur 3 instances distinctes. La composition de ces 3 instances est décrite ci-dessous.

Dans un premier temps, le « *SHARE-ERIC Council* » est l'instance dans laquelle tous les États membres sont représentés. Il s'agit de l'organe doté de pleins pouvoirs de décision, y compris l'adoption du budget. Le Conseil nomme le directeur général représentant légal de l'ERIC avec les autres membres du conseil d'administration. Généralement, le Conseil de SHARE-ERIC se réunit une fois par an au mois de Mai.

Les dernières réunions du Conseil ont eu lieu les 4 Mai 2018, 17 Décembre 2018 (Conseil extraordinaire, suite au rejet de la Commission Européenne du projet « Horizon2020-INFRADEV-2018-2020 »), le 14 Mai 2019 et le 20 Mai 2020.

La seconde instance de gouvernance est le *management board* qui propose au Conseil toutes les décisions stratégiques et budgétaires. Il est responsable de tous les processus financiers et de gouvernance qui maintiennent l'intégrité scientifique, la comparabilité transnationale et l'équilibre global de la conception de l'enquête SHARE. En particulier, il est responsable des finances et des livrables du SHARE-ERIC, ainsi que du respect des exigences légales telles que la confidentialité des données et les règles de sécurité au niveau européen. Le management board se réunit lors de chaque meeting global SHARE, soit au cours des 2 dernières années les 25 Septembre 2017 (Sofia), 7 Février 2018 (Malte), 7 Septembre 2018 (Riga), le 21 Septembre 2019 (Budapest) et le 2 Avril 2020 (Web meeting). Le prochain aura lieu le 14 Octobre et se fera également à distance.

La troisième instance de gouvernance est le *Conseil de surveillance scientifique*. Il supervise la qualité scientifique de SHARE et l'évalue également du point de vue des chercheurs-utilisateurs. Il fournit un retour d'information au conseil d'administration et au consortium de recherche au moins une fois par an. Tous les deux ans, le Conseil de Surveillance Scientifique présente un rapport écrit au Conseil du SHARE-ERIC. Ce rapport évalue également les services offerts aux utilisateurs des données SHARE.

Composition du Conseil SHARE-ERIC

Nom	Statut	Nom	Statut
Dr. Klaus Schindel	Chair of SHARE-ERIC, Fed. Ministry of Education and Research (BMBF), Germany	Prof. Stephen Clive Richardson	Greek Delegate, Panteion University of Social and Political Sciences
Prof. Dr. Elsa Fornero	Vice Chair of SHARE-ERIC, Professor of Economics at the University of Turin, Italy	Jacques Dubucs	French Delegate, French Ministry of Research and Higher Education
Matthias Reiter-Pázmándy	Austrian Delegate, Austrian Federal Ministry for Science and Research (BMWF)	Dr. Daniel Benamouzig	French Delegate, French Ministry of Research and Higher Education
Bart Dumolyn	Belgian Delegate, Flemish Government	István Szigeti	Hungarian Delegate, National Research, Development and Innovation Office
Aziz Naji	Belgian Delegate, Belgian Federal Science Policy Office	Krisztina Sóvágó	Hungarian Delegate, National Research, Development and Innovation Office
Marc Vanholsbeeck	Belgian Delegate, Fédération Wallonie-Bruxelles	Sorel Har Lev	Israeli Delegate, PMO Government Israel

Zlatina Karova	Bulgarian Delegate, Head of Unit Science Directorate, Ministry of Education and Science	Daniel Gottlieb	Israeli Delegate, Research and Planning, National Insurance Institute
Melita Čičak	Croatian Delegate, Assistant Minister for Pension System	Meital Hubert-Ashkenazi	Israeli Delegate, Ministry for Social Equality
Luka Rajčić	Croatian Delegate, Assistant Minister for Management of EU Operational Programmes	Grazia Pavoncello	Italian Delegate, MIUR - Ministero dell'Istruzione, dell'Università e della Ricerca
Maria Matsi	Cypriot Delegate, Economic Officer, Ministry of Finance	Riccardo Pozzo	Italian Delegate, Consiglio Nazionale delle Ricerche
Costas Stavarakis	Cypriot Delegate, Chief Actual Officer, Ministry of Labour, Welfare and Social Insurance	Malgorzata Sarzalska	Polish Delegate, Ministry of Labour and Social Policy
Petr Ventluka	Czech Delegate, Ministry of Education, Youth and Sports (MSMT)	Albin Kralj	Slovenian Delegate, Ministry of Education, Science and Sport
Drs. Joris Voskuilen	Dutch Delegate, Senior Policy Officer, The Netherlands Organisation for Scientific Research (NWO)	Karolina Schlegel	Slovenian Delegate, Ministry of Education, Science and Sport
Dr. Monika Wächter	German Delegate, Project Management Agency of the German Aerospace Centre (DLR)	Susanna Bylin	Swedish Delegate, Swedish Research Council
Danae Farmaki	Greek Delegate, Ministry of Education, Research and Religious Affairs	Boris Wernli	Swiss Observer, FORS

Composition du Management Board

Nom	Statut	Nom	Statut
Prof. Axel Börsch-Supan, Ph.D.	Managing Director SHARE-ERIC	Prof. Howard Litwin, Ph.D.	Area Coordinator Social Networks
Prof. Guglielmo Weber, Ph.D.	Deputy Managing Director and Area Coordinator Income & Wealth	Prof. Agar Brugiavini, Ph.D.	Area Coordinator Work & Retirement
Dr. Annette Scherpenzeel	International Coordinator	Anne Laferrère	Coordinator Survey Management
Prof. Dr. Hendrik Jürges	Questionnaire Coordinator	Prof. Pedro Mira, Ph.D.	Coordinator ERIC Management
Karen Andersen-Ranberg, Ph.D.	Area Coordinator Health	Radim Bohacek, Ph.D.	Chair of Assembly of Country Team Leaders
Prof. Florence Jusot	Area Coordinator Health Care		

Composition du Conseil de surveillance scientifique

Nom	Statut	Nom	Statut
Prof. Arie Kapteyn, Ph.D.	Chair	Prof. Pierre Pestieau	Retirement and Labour Markets
Prof. Orazio Attanasio, Ph.D.	Income, Consumption, Savings	Prof. Dr. Norbert Schwarz	Survey Psychology and Data Access Methodology
Prof. Lisa Berkman, Ph.D.	Social Epidemiology and Biomarkers	Prof. Andrew Steptoe, Ph.D.	Biomarkers
Prof. Mick P. Couper, Ph.D.	Survey Methods, Data Dissemination Methods, and New Technology	Prof. Arthur A. Stone, Ph.D.	Psychiatry and Behavioral Sciences
Prof. Finn Didrichsen	Public Health	Prof. Annamaria Lusardi, Ph.D.	Financial Literacy, Household Finance
Prof. Mike Hurd, Ph.D.	Savings and Health, Data Access and Data Quality; Harmonization with HRS	Prof. Robert Willis, Ph.D.	Cognition, Psychology, Economics
Prof. Daniel L. McFadden, Ph.D.	Survey Methodology		

Récapitulatif des moyens humains utilisés

Les chiffres présentés dans les tableaux ci-dessous couvrent la période allant de la date de signature de la convention CNSA-SHARE (Décembre 2018) et la remise de ce rapport (fin Septembre 2020).

Équipe interne au porteur ou groupement partenaire : PERSONNEL PERMANENT

Fonction dans le projet	Nom de la personne	Durée mission	Coût chargé
Country Team Leader	Florence JUSOT	88	24 000 €

Équipe interne au porteur ou groupement partenaire : PERSONNEL TEMPORAIRE

Fonction dans le projet	Nom de la personne	Durée mission	Coût chargé
Country Team Operator	Thomas RENAUD	462	142 723 €
Chargé de projet	Benjamin LEVY	462	92 893 €
Expertise	Anne LAFERRERE	88	Travaille à titre gracieux

Équipe externe : PRESTATAIRES

Fonction dans le projet	Prestataire (type d'entreprise ou nom s'il est choisi)	Durée mission	Coût total du poste sur la durée du projet
Agence de collecte	Kantar Public (ex TNS Sofres)		1 187 000 €

Analyse critique des relations avec les partenaires et les prestataires éventuels

La société Kantar Public est le prestataire en charge de la conduite opérationnelle du projet SHARE en France, en collaboration avec la société Leaderfield qui assure la gestion concrète de la logistique de terrain et du contact avec les enquêteurs dans une relation de sous-traitance.

Il s'agit de la même agence de collecte que lors des vagues 6 et 7 (en dépit du changement de nom de TNS-Sofres à Kantar), et pour partie la même équipe de personnes dédiées au projet. Cela assure une connaissance des arcanes du projet SHARE par les personnes déjà impliquées dans le passé et, plus généralement, une meilleure continuité de l'ensemble des opérations. En particulier, la société d'enquête a déjà le fichier de ménages SHARE à sa disposition, est déjà familière du contenu de l'enquête et des formations enquêteurs associées, et possède une certaine habitude des procédures logistiques et des outils numériques utilisés. De plus, la société Kantar Public fait appel à un large réseau d'enquêteurs hautement qualifiés : ceux-ci sont spécialisés dans les enquêtes en face-à-face, possèdent une longue expérience dans l'administration des grandes enquêtes ménages publiques et, pour la majorité d'entre eux, connaissent déjà l'enquête SHARE pour avoir pris part aux vagues précédentes. Cela se traduit par une acclimatation plus rapide à l'enquête et ses nouveautés éventuelles, ainsi qu'à la prise en main des outils numériques associés, et se répercute *in fine* sur la qualité de passation des questionnaires et de réalisation des tests. Ce dernier aspect est largement inobservable dans les indicateurs synthétiques de performance de la collecte mais crucial dans la fiabilité des données recueillies.

Néanmoins, cette situation ne présente pas que des aspects positifs. Compte tenu de la complexité du protocole SHARE et de la lourdeur d'un recueil en face-à-face auprès d'individus âgés, Kantar Public se retrouve de part son expérience dans une situation favorable et de quasi-monopole de fait : elle a ainsi été la seule société à répondre à l'appel d'offres émis pour les vagues 7 et 8 en France. Cela réduit considérablement les capacités de négociation de l'équipe de Paris-Dauphine sur les aspects financiers du contrat, et complique également ses missions de pilotage et de contrôle de la qualité de l'avancement du terrain.

Au niveau européen, si l'appartenance de la France à l'infrastructure de recherche SHARE-ERIC offre une visibilité accrue, un cadre de gestion unifié, et une continuité juridique et administrative, elle induit *a contrario* une certaine complexité, voire une lenteur, dans les processus de contractualisation et de paiement des prestations à la société d'enquête qui peut se faire ressentir lors des étapes de négociation et de pilotage des travaux, au détriment de l'équipe de Paris-Dauphine.

En outre, le mode de fonctionnement de Kantar Public a été modifié pour cette 8^{ème} vague, avec une externalisation des missions concrètes de terrain (logistique du matériel d'enquête, contractualisation et communication avec les enquêteurs ...). Ces missions sont déléguées à la société Leaderfield dans une relation de sous-traitance, Kantar Public conservant la conduite du projet (dans un rôle assimilable à celui d'une AMOA ou lieu d'une pure MOE). Cette multiplication des interlocuteurs alourdit la communication, rend parfois le suivi effectif du terrain plus complexe pour l'équipe de Paris-Dauphine, et peut amener un risque de dilution des responsabilités entre les différentes parties prenantes.

Enfin, la grande expérience du « face-à-face » exclusif des enquêteurs n'a pas forcément été un atout lors de la transition de l'enquête SHARE classique à une version *ad hoc* et téléphonique de l'enquête SHARE-COVID19. En effet, il semble que l'évolution du mode de collecte et de l'organisation sous-jacente se soit faite avec plus de difficultés en France que dans les autres pays, pour des raisons encore mal identifiées.